

DOCUMENT RESUME

ED 038 043

48

FL 000 053

TITLE Enquetes sur Differents Aspects de la Vie Sociale a Rennes et en Bretagne. Rapports des Groupes d'Etudes (Inquiries into Various Aspects of the Social Life at Rennes and in Brittany. Reports of Study Groups).

INSTITUTION 2004 Randolph St.; Saint Catherine Coll.; St. Paul, Minn. 55116

SPONS AGENCY Office of Education (DHEW), Washington, D.C.

PUB DATE 64

NOTE 105p.; NDEA Language Institute report

EDRS PRICE EDRS Price MF-\$0.50 HC-\$5.35

DESCRIPTORS *Area Studies, Community Organizations, Cultural Awareness, Cultural Background, Cultural Differences, Ethnology, Field Studies, *Foreign Culture, *French, Inservice Teacher Education, Institutes (Training Programs), Research, *Secondary School Teachers, *Summer Institutes

IDENTIFIERS *France

ABSTRACT

This collection of reports on French civilization represents the efforts of several teams of students participating in the 1964 NDEA summer institute at Rennes, France. As a partial requirement for the civilization course, the groups submitted field study reports of the cultural life at Rennes and Brittany including: (1) environment and collectivization at Maurepas, (2) the village of Rheu, (3) children and the family, (4) teaching, (5) recreational activities, (6) doctors and patients, (7) public administration services at Rennes, (8) community organizations of Rennes, (9) craftsmen, and (10) tourism. (RL)

ED038043

U.S. DEPARTMENT OF HEALTH, EDUCATION & WELFARE
OFFICE OF EDUCATION

THIS DOCUMENT HAS BEEN REPRODUCED EXACTLY AS RECEIVED FROM THE
PERSON OR ORGANIZATION ORIGINATING IT. POINTS OF VIEW OR OPINIONS
STATED DO NOT NECESSARILY REPRESENT OFFICIAL OFFICE OF EDUCATION
POSITION OR POLICY.

INSTITUT DE LANGUE FRANÇAISE NDEA

A RENNES

SOUS LES AUSPICES

DU COLLEGE STE CATHERINE

ET

DU UNITED STATES OFFICE OF EDUCATION

FL 000 053

TRAVAUX PRATIQUES DE CIVILISATION

1964

ED038043

ENQUETES SUR DIFFERENTS ASPECTS DE LA
VIE SOCIALE A RENNES ET EN BRETAGNE

RAPPORTS DES GROUPES D'ETUDES

PREFACE

Nous avons réuni dans cette brochure les rapports des différents groupes qui ont enquêté à Rennes et aux environs. Ces enquêtes représentent une partie des Travaux Pratiques de Civilisation organisés par le "1964 Summer Language Institute at Rennes, France" sous l'égide du "United States Office of Education" et du "College of St. Catherine".

Les Travaux Pratiques sont en étroit rapport avec d'autres activités en fonction de l'idée directrice qui inspire et intègre les unes aux autres les études de la langue et de la civilisation. Il s'agit essentiellement de donner à nos cours une forme nouvelle, exploitant au maximum notre présence dans le pays dont nous cherchons à connaître la civilisation et la langue.

D'abord les enquêtes sur le terrain prolongent et complètent les conférences de Civilisation qui, quant à elles, traitent les problèmes sur un plan plus général et plus théorique. Leur intérêt se situe à plusieurs niveaux. Au premier niveau les stagiaires découvrent une ville et une région où se posent d'une manière exemplaire les problèmes que rencontre la France d'aujourd'hui. La Bretagne est par excellence une province profondément attachée à un passé toujours vivant. Mais elle est aussi le lieu de changements considérables dans tous les domaines de son activité, et ses habitants en ont conscience. Ils assument d'une façon particulièrement intense les exigences d'un passé qu'ils veulent préserver et d'un avenir qu'ils veulent librement forger.

Au-delà de cette importante découverte, les Travaux Pratiques présentent le grand avantage de permettre un contact direct, concret et vécu, avec les habitants. Il n'est pas de meilleure façon de saisir vraiment les structures mentales d'un peuple, d'éprouver profondément ses valeurs. En observant ses gestes quotidiens, en participant, dans une certaine mesure, à ses activités coutumières, on découvre peu à peu son esprit et sa vision du monde.

Nous pensons aussi que les Travaux Pratiques prolongent et complètent l'étude de la langue. Cette affirmation nous paraît également valable à différents niveaux. Le génie de la langue est en effet inséparable des mœurs et des coutumes. La valeur sémantique des mots est d'autant mieux saisie qu'on la recueille sur les gestes et les actes où elle s'incarne et que ces mots désignent ou décrivent. Elle est d'autant mieux mémorisée qu'elle est associée dans l'esprit à des structures concrètes et à des situations humaines. De plus ces enquêtes, où l'interview et le dialogue prennent la plus grande place, constituent en fait de véritables exercices de conversation. Mais ceux-ci sont beaucoup plus naturels et plus spontanés que les exercices traditionnels. Le monde dont on parle est réellement présent et ce sont des hommes vivants qui nous répondent, avec tous les accents de l'humanité : de l'angoisse à la joie, de la conviction à l'inquiétude et au doute. Tous les artifices des conversations préparées disparaissent et c'est en touchant l'esprit et le cœur qu'on délie la langue. Il est impossible de trouver une motivation plus naturelle et plus profonde.

Ajoutons encore qu'à la diversité des hommes et des lieux répond cette diversité des paroles que les méthodes modernes d'enseignement des langues s'appliquent laborieusement à restituer. Il est important, comme on sait, que l'élève ne s'habitue pas aux inflexions particulières, au seul accent, à la seule tonalité de la voix de son professeur. Les enquêtes culturelles multiplient les expériences linguistiques.

Nous n'ignorons pas les limites et même les dangers de ces expériences. Mais nous avons évité les uns et dépassé les autres en complétant et prolongeant ces travaux sur le terrain par des mises au point méthodiques et régulières. Nous réunissant en séminaires d'études, nous avons tâché de tirer le parti maximum de ces randonnées en ville ou à la campagne. Le professeur contrôle les acquisitions à la fois sur le plan de la civilisation et sur le plan de la langue. On dresse en commun le bilan des informations et des connaissances nouvelles et on les met en ordre. On fait aussi l'inventaire du vocabulaire nouveau, glané ici et là, on en précise le sens et on en signale les nuances. On se souvient des expressions et des tournures

employées, authentifiant et définissant leur usage, corrigeant les impropriétés, etc.

L'obligation pour chaque groupe de rédiger un rapport final où il synthétise ses observations, consacre et vérifie la multiplicité des significations qu'on a voulu donner à ces recherches. L'obligation pour chaque groupe de présenter oralement à l'ensemble des stagiaires et des professeurs le récit de ses expériences et le bilan de ses connaissances fait la preuve que ces travaux s'insèrent dans un tout organiquement lié.

L'ordre adopté dans la présentation de ces rapports n'est pas laissé au hasard. Le premier exposé traite de l'habitat et de la vie collective et plante le décor où nous allons voir vivre les hommes. Il met en place les objets qu'ils ont façonnés et les outils dont ils se servent. Ensuite, l'enquête sur "le Rheu" nous donne un excellent exemple du cadre nouveau que l'homme donne à sa vie, et montre le rapport étroit entre une certaine conception de l'urbanisme et une certaine idée de l'homme et des rapports humains. Nous pouvons maintenant entrer dans la maison et participer à la vie d'une famille française : l'enfant devient alors notre centre d'intérêt. Nous suivrons cet enfant à l'école et nous partagerons ses loisirs. Nous verrons comment la société française d'aujourd'hui le protège, et d'abord de la maladie. Nous verrons encore comme elle le protège, ainsi que tous les Français, du mal et des criminels. Enfin, nous le verrons grandir et travailler : peut-être deviendra-t-il cet artisan que nous découvrons l'une de ces enquêtes. Mais les artisans ne constituent plus qu'une partie modeste du monde du travail. Nous tournerons alors notre regard vers les ouvriers et les paysans. Pour résoudre leur problème, ils se groupent et s'organisent en syndicats et nous avons interrogé leurs responsables. N'oublions pas enfin que la Bretagne est une région touristique : nous avons voulu voir comment elle accueillait les autres Français et les étrangers qui la visitent.

OBJET DE L'ENQUÊTE :

page :

L'Habitat et la vie collective à Maurepas	1
Le Rheu	13
Les enfants et la famille	19
L'Enseignement	30
Les loisirs	40
Médecins et malades	50
Les Services chargés de l'ordre public à Rennes	57
La vie syndicale à Rennes	68
Artisanats	85
Le Tourisme	91

*
* *
*

OBJET de l'ENQUETE : L'Habitat et la Vie Collective à Maurepas.

Participants : Mlle Lien Thi Phung. Mlle Dorothy Selmer.
Soeur M. Elise Saggau. Mme Sullivan.
Mlle Hagel.

Directeur d'Etudes : Soeur Mary Henry.

Notre enquête sur l'habitat et la vie collective de Maurepas n'aurait pas été possible sans le concours de nombreuses personnes qui, au cours de visites sur place, d'entretiens sollicités, de conversations particulières, et de soirées en famille, nous ont fourni des renseignements précis et utiles. Nous adressons nos sincères remerciements à tous ceux qui nous ont aidés et en particulier à Monsieur Michel Phlipponneau, Directeur du Comité d'Etude et de Liaison des Intérêts Bretons ; Monsieur Gastinel, Secrétaire Général de la Coopérative Régionale de Construction d'H. L. M. ; Monsieur Guéhéno, Assistant Social à Maurepas et Monsieur Daguoste, Directeur de l'Action Familiale d'H. L. M.

Cette enquête nous a donné l'occasion de voir de près un effort remarquable pour répondre à une crise de logement qui affecte tout le pays ; elle nous a permis aussi de constater comment les Bretons et les Rennais en particulier font face aux problèmes entraînés par ce développement.

Le programme de modernisation et d'équipement de la ville de Rennes, qui couvre les années 1962-1975, comprend un rythme de construction d'environ 3.000 logements neufs par an, à réduire dans les dix années suivantes à une moyenne de 2.400 par an. Ce rythme est nécessaire si l'on veut que chaque famille rennaise ait un logement convenable et non surpeuplé. Ces projets témoignent d'une transformation en cours qui, tout en tenant compte de certains

éléments traditionnels vise à une métamorphose importante dont les responsables et les habitants en général sont parfaitement conscients.

Notre rapport, nécessairement restreint, ne peut guère qu'esquisser par les détails les plus intéressants tirés de nos expériences la partie de cette transformation que nous avons pu constater. Pour nous conformer aux grands thèmes des enquêtes, la part de la tradition, la métamorphose et la conscience de la métamorphose. Nous aborderons premièrement le secteur où la tradition reste évidemment présente, à savoir les maisons et les appartements particuliers. Nous passerons ensuite aux logements H. L. M. qui représentent pour nous une rupture avec la tradition, et, en dernier lieu, nous traiterons la vie collective d'un grand ensemble, phénomène de l'époque actuelle qui a ébranlé momentanément la structure traditionnelle.

Maisons et Appartements particuliers.-

La demeure particulière, qu'elle soit en ville ou à la campagne, présente une diversité de formes, qui n'exclut pas une certaine unité d'aspect. A Rennes et dans les environs, c'est la diversité qui frappe d'abord le visiteur. La durée de notre séjour nous a permis de voir de près cette diversité que nous essayerons de mettre en évidence par la description de quelques habitations que nous connaissons.

Dans le quartier de la Faculté, une villa de style architectural tout à fait traditionnel, avec un jardin derrière, la maison se tient tranquillement derrière le mur qui l'entoure. A l'intérieur, des pièces spacieuses contiennent des meubles anciens respectant toujours la tradition ; une famille de huit enfants y habite. Mais on remarque, outre un piano, l'appareil de télévision, et on pénètre dans une cuisine américaine, c'est-à-dire, entièrement moderne.

Un appartement en pleine ville, au-dessus du magasin du propriétaire, consiste en cinq pièces décorées, très jolies, où toute la famille demeure pendant l'hiver et où le père reste presque toute l'année pour s'occuper de son commerce. Cette maison qui date de 1720 est bien construite, avec des plafonds

de 30 à 40 cm. d'épaisseur, ce qui assure l'insonorisation. C'est pourquoi, d'ailleurs, le propriétaire préfère les anciennes constructions.

Un appartement moderne, au quatrième étage d'un immeuble récemment construit dans un vieux quartier résidentiel, donne sur de vieilles maisons d'un ou deux étages et sur de vieux jardins. Les propriétaires, de jeunes mariés sans enfants, s'y plaisent parce qu'ils ont la tranquillité et l'espace. La disposition des meubles anciens du salon révèle un goût raffiné et crée une impression d'espace et de clarté en même temps qu'une ambiance d'intimité. Près des grandes fenêtres qui ouvrent sur le balcon se trouvent des chaises groupées autour d'un joli guéridon. C'est là qu'on prend une liqueur avec des gâteaux secs et de petits "Vache-qui-rit" apéritifs. Des objets d'art, une icône apportée de Grèce, de gais coqs en bois du Portugal, nous apprennent que Monsieur et Madame aiment voyager. Une belle bibliothèque, dont les livres sont tous reliés en cuir, témoigne de la vie intellectuelle dans l'intimité du foyer. Dans le corridor clair qui mène à la porte de l'appartement s'alignent des statuettes en terre cuite colorée. Elles représentent des militaires aux différentes époques de l'histoire et leurs uniformes et insignes sont fidèlement reproduits. De ce corridor on voit la cuisine moderne, claire, munie de tout l'équipement ménager offert à la ménagère de nos jours.

Avant de clore la description de l'habitat urbain, rappelons-nous les promenades du soir, à pied, en compagnie de quelques Rennais. En circulant dans les vieilles rues du quartier derrière Saint-Germain, ils nous ont montré de vieux escaliers et des poutres de bois, des portes anciennes qui grincent toujours mais doucement, de petites fenêtres, les restes d'une enseigne d'autrefois, une roue de poulie se profilant au faîte d'une vieille maison. Place des Lices, ils nous ont signalé les beaux hôtels particuliers tout le long de la rue, des fenêtres style Renaissance sur la façade et, tout au long de la petite rue derrière ces hôtels, les murs solides percés uniquement par de grandes portes : là se tenaient autrefois les écuries.

A la campagne, tout près d'un petit village, voici maintenant un joli et accueillant manoir entouré de haies. Derrière la maison s'étend un jardin, un parc assez spacieux caché aux voisins et aux passants. A l'intérieur de la maison, le père de famille a son bureau, sobre mais embelli d'objets d'art

anciens. De l'autre côté du corridor central se trouve un très joli salon, avec une vieille cheminée surmontée d'un grand miroir au cadre doré. Les meubles paraissent anciens, sauf le petit guéridon en bois et verre de style contemporain. La salle à manger est meublée simplement mais en face il y a une assez grande cuisine à l'américaine, avec frigo et cuisinière électrique.

Voici une autre maison de campagne, un château de trois étages, habité un mois par an par la famille d'un avocat. Construit en 1910 par un industriel rennais, ce château a l'électricité et le chauffage central. Au rez-de-chaussée se trouvent les salons, la bibliothèque, la salle à manger, et une très petite cuisine ; les étages supérieurs n'ont que des chambres à coucher. Les meubles, certains de style Louis XV, restent dans la famille depuis des générations. Autour du château se groupent une maison pour les domestiques, quelques étables et écuries, et le garage, autrefois la grande écurie. Les problèmes d'entretien et d'ordre financier qui se présentent au propriétaire sont multiples et expliquent en partie pourquoi de plus en plus les châteaux deviennent propriétés de l'Etat. Le pourcentage de châteaux-musées est assez élevé.

Pourtant, un autre château très beau, à deux étages, est le cadre d'une vie familiale très animée. Le terrain de six hectares, partagé en pelouses de foin (3 ha.), en vergers de pommiers pour le cidre (1 ha.), et en jardin (2 ha.) de fleurs et d'arbustes d'agrément, bien taillés, est bien entretenu grâce à l'aide d'un jardinier et d'un fermier. Comme il y a 3 hectares de pelouse autour du château, les fermiers du voisinage payent au propriétaire une petite somme d'argent pour avoir le droit de mener paître les vaches sur les pelouses, ce qui remplace les tondeuses. Le château lui-même se compose de 16 pièces. Au rez-de-chaussée se trouvent un grand salon, deux salles à manger (dont l'une pour l'été et l'autre pour l'hiver), une salle de bain et une cuisine. Au premier étage, il y a six chambres à coucher pour la famille : grand-mère, parents, trois filles, gendre, et deux petits enfants. Au deuxième étage se trouvent cinq chambres pour des amis parisiens et des cousins qui viennent souvent, car, dit le propriétaire, à la campagne la vie sans amis est triste. Il y a aussi 2 chambres pour les employées de la maison. (C'est le

nouveau terme qu'on emploie pour les bonnes). Toutes les pièces de ce château sont garnies de meubles anciens que le propriétaire a achetés depuis 1944, des meubles de famille qui ne seront pas remplacés par d'autres. C'est un château qui est presque toujours animé, car le propriétaire aime recevoir des amis et la famille passe six mois à la campagne chaque année.

A côté des châteaux, les vieilles maisons de ferme paraissent d'une simplicité presque primitive, construites en granit, sans décor extérieur sauf les volets peints en couleurs vives et des fleurs aux fenêtres ou des deux côtés de la porte. Une maison de ferme peut consister simplement en deux pièces, une chambre à coucher et une grande cuisine avec une cheminée, un poêle, une longue table, des chaises, de vieilles armoires en bois sculpté et un frigo. Le plafond est assez haut, les poutres sont solides, parfois presque des troncs d'arbre. L'hôtesse offre d'une façon très simple et hospitalière des galettes ou des boudoirs et un verre de cidre ou de cassis fait à la maison.

Une autre maison de ferme, qui de l'extérieur ressemble à celles que nous venons de décrire, a été transformée intérieurement par la maîtresse de maison. Ici, la famille loue la ferme d'un noble qui, tout en suivant une carrière d'avocat, reste propriétaire de l'héritage familial qui sont les fermes de cet endroit. C'est une famille de cinq personnes. Autrefois, la maison était divisée en deux grandes pièces ; maintenant il y en a cinq : la grande cuisine qui sert aussi de salle à manger, trois chambres à coucher, une petite pièce à l'entrée où l'on peut recevoir les personnes qui viennent à la maison. Non seulement il y a un équipement moderne pour la ferme, comme une machine à traire électrique et une grande moissonneuse-batteuse, mais l'intérieur de la maison prend une allure moderne dans le cadre d'une structure ancienne. A l'exception de la cheminée, de la longue table et d'un vieux banc en bois, tout ce qui est dans la cuisine est moderne : frigo électrique, poêle électrique, et table de travail pour la ménagère. Les trois chambres à coucher sont meublées en style contemporain.

Quant aux maisons de vacances, nous avons pris des renseignements sur un appartement au bord de la mer, un appartement confortable qui fait partie d'un grand hôtel et qui donne directement sur la mer. Une famille Rennaise

passé là le mois de juillet chaque année. Par ailleurs, un nouveau phénomène se produit actuellement : l'utilisation d'anciens hameaux comme maisons de vacances. Ce sont de vieilles maisons de ferme, auxquelles, à l'occasion d'un mariage, le jeune ménage ajoutait une chambre ou deux. Avec le temps, ces maisons devenaient de longs bâtiments rangés comme des baraques, où logeaient une dizaine de familles.

Il faut ajouter un détail supplémentaire à cette étude de maisons particulières : assez souvent, une famille possède plusieurs habitations : un appartement en ville, une maison ou un château à la campagne, et un appartement au bord de la mer.

Quelles conclusions pourrions-nous tirer de ces petites esquisses descriptives ? Tout d'abord, dans le domaine de la demeure particulière, si un ^{changement} s'effectue, c'est surtout du côté matériel. Encore est-il limité puisqu'il s'agit surtout de cuisines modernes, de machines à laver, d'appareils de télévision. La prédominance de meubles anciens et le goût traditionnel dans la disposition des meubles évoquent le passé. L'architecture même reste traditionnelle, que ce soit un château à la campagne, une maison de ferme ou une maison particulière en ville. Une maison neuve, pourrait-on dire, se distingue non pas par son architecture (exception faite pour le garage) mais plutôt parce que les matériaux dont elle est construite n'ont pas la patine du temps et gardent encore l'éclat du neuf. En général, ces habitations particulières sont achetées ou héritées ; cela crée une sorte de stabilité de l'habitat renforcée peut-être par tous les éléments traditionnels de l'architecture et de l'ameublement.

A l'intérieur, quelques chaises groupées autour d'un guéridon témoignent des coutumes qui ne se perdent pas : celles de prendre un apéritif avant le repas ou au cours d'une soirée dans l'intimité, et celui de se retirer au salon pour un café à la fin d'un repas.

Si parfois des Ritz Crackers remplacent les galettes, les petits "Vache-qui-rit" apéritifs et les liqueurs traditionnelles ne disparaissent pas. Le château a son parc, la villa se cache derrière une abondance de fleurs et d'arbustes, la vieille maison de ferme s'embellit de géraniums et de roses, et l'appartement a son balcon pour recevoir des plantes. Nous avons l'impression

que le Français aime bien son jardin. L'accent sur ce qui est privé, intime, esthétique, frappe l'observateur et lui cache même ce qu'il y a de moderne. En somme, les Français ont très bien su utiliser les inventions mécaniques de la vie moderne, mais ils les ont insérées adroitement dans un cadre établi au cours des siècles. C'est la tradition qui est la plus forte et qui va l'emporter sur la métamorphose dans le domaine où cette tradition se lie intimement à des valeurs culturelles que les Français ne veulent pas abandonner.

Les H. L. M.-

En pénétrant dans les demeures privées, le visiteur peut facilement oublier la crise du logement ; mais en voyant les grandes tours qui coupent l'horizon à Rennes et dans les autres villes de France, il est obligé de se rappeler qu'ici, il y a à peu près douze ans, on a commencé à construire des immeubles de 17 ou 18 étages. Nos visites d'appartements H. L. M. nous ont montré le changement fondamental qui s'opère.

Une grande tour de 21 étages domine le quartier. Autour de ce bâtiment s'engroupent d'autres moins grands : des immeubles bas à quatre étages, un collectif de 12 étages, et des maisons à deux familles. avec leurs jardins entourées de clôtures. Entre les immeubles, il y a de petites pelouses et des trottoirs. L'aspect général n'est pas encore visible à cause des chantiers qui se trouvent partout, témoignant d'une transformation toujours en progrès.

Chaque appartement ou cellule familiale est prévu pour répondre aux besoins de la famille qui va l'habiter. Le nombre de pièces varie donc selon le nombre de personnes dans la famille. Les appartements fournissent tout le confort : le gaz, l'électricité, l'eau courante, les sanitaires et le chauffage central.

Nous avons visité trois appartements. Le premier, où demeure une famille avec deux petits enfants, comprend trois chambres, une cuisine moderne, une salle de séjour, les sanitaires, et le cellier. Le plan de l'appartement

suit le cloisonnement traditionnel des espaces, les pièces se groupant autour d'un couloir central. La salle de séjour est une pièce mixte qui comprend la salle à manger et le salon ; mais nous avons eu l'impression que la pièce est trop petite pour bien répondre à ces deux fonctions. Cet appartement est entièrement moderne.

Le deuxième appartement est habité par une jeune fille qui est secrétaire. Une pièce mixte sert de cuisine, salle à manger et salon. L'appartement comprend en outre une chambre, les sanitaires et un cellier. Dans la salle de séjour, cette jeune fille a réussi à créer un espace "repas" et un espace "salon" par le placement judicieux d'un meuble.

Le plan du troisième appartement est presque le même que celui du premier sauf qu'il n'y a que deux chambres. Ce qui frappe le visiteur dans cet appartement, c'est le mélange des styles dans l'ameublement. Bien que la plupart des meubles soient modernes, il y en a quelques-uns qui sont anciens, probablement apportés des maisons familiales des parents.

Outre les cellules familiales, il y a des parties communes. A l'entrée de la grande tour, par exemple, se trouvent un panneau d'affichage et l'espace réservé aux boîtes à lettres. Au rez-de-chaussée se trouvent les téléphones publics et un garage pour des vélos. Au lieu de garages pour les voitures il y a des parkings à côté des bâtiments. Pour chaque immeuble de plus de quatre étages, les ascenseurs sont obligatoires ; la grande tour en a quatre. Les séchoirs et les vide-ordures (des chutes qui s'ouvrent à chaque étage) sont en commun.

Un centre commercial est en construction tout près, relié à la tour par un trottoir couvert qui permet aux habitants de faire des achats sans souci du temps qu'il fait. Un restaurant est prévu au 2^{ème} étage de la tour, d'où la vue sur la ville est très intéressante. La construction d'un centre social, déjà commencée, est arrêtée momentanément en raison du manque de crédits. Le centre temporaire a pour local de vieilles baraques, non loin de la tour, et dans chacun des immeubles il y a au moins une salle de réunion à la disposition des habitants.

L'Action Familiale des H. L. M. est chargée de sauvegarder les intérêts des habitants. Dans chaque quartier on trouve des aides pour aider une

nouvelle mère ou une mère malade ainsi que des femmes pour garder les enfants. Cette organisation se charge aussi de renseigner les locataires sur les questions relatives aux appartements, ouvre des classes pour la formation de jeunes parents et encourage la formation de groupes familiaux.

Dans ces appartements, le confort moderne est pourtant présent. Les responsables ont essayé d répondre aux besoins fondamentaux des habitants d'une façon aussi économique que possible. Le résultat est une habitation suffisante du point de vue matériel. En même temps, cependant le problème de besoins psychologiques se pose. Un pourcentage important des habitants était habitué à la vie de campagne ; Pour eux la vie collective est assez difficile et ils la rendent plus supportable en s'évadant, soit à la campagne, soit au bord de la mer pendant les week-ends. L'appartement devient ainsi un lieu de séjour de cinq jours par semaine. Il est loué ; il n'appartiendra jamais au locataire. Pour certains habitants cette expérience constitue une désorientation pénible. Ils ne se sentent plus chez eux, et cela au point qu'ils semblent incapables de créer une ambiance familiale et personnalisée dans leurs appartements. Un article de la revue Coop-Habitat (mars 1964) porte ce titre révélateur : "Décorer" c'est bien, "aménager" c'est mieux. Des croquis opposant le plan d'appartement de type ancien avec le plan d'appartement de conception moderne d'une superficie analogue font voir la plasticité du plan moderne. Plasticité déviable mais qui en même temps peut amener le changement fréquent, donc une mobilité ou instabilité. L'auteur de cet article parle des questions qu'il faut poser lorsqu'il s'agit de meubler, d'arranger et de décorer un appartement. Ces questions portent sur l'utilisation de l'espace, l'aménagement des surfaces et l'éclairage. Mais l'appartement de conception moderne offre une plus grande clarté, des volumes plus aérés, ce qui exige une solution particulière. Cette solution comportera-t-elle une rupture avec la tradition dans les domaines du décor et de l'ameublement ? Il nous faudra attendre la réponse définitive, mais il n'est pas impensable qu'elle soit affirmative.

Vie collective dans un grand ensemble.-

Si déjà dans les grandes tours, l'abandon des vieilles habitudes et d'un mode de vie inspirée de la tradition pose des problèmes, que dire de l'effort d'adaptation exigé de celui qui habite dans un ensemble d'une dizaine de grandes tours entourées d'une cinquantaine d'immeubles bas ? A Maurepas, il y a environ 5.000 habitations avec une moyenne de 3 à 5 personnes par habitation, donc une population d'à peu près 17.500 ; 40% d'ouvriers, 30% d'employés et 30% de fonctionnaires. Il y a une minorité de rapatriés et un nombre négligeable de sous-prolétaires dans ces groupes. Des artisans et des commerçants se trouvent dans le quartier voisin mais pas dans le grand ensemble. 55% de la population ont moins de 30 ans, et dans les années 1970, il y aura 3.000 adolescents.

Du point de vue de l'habitat, ce sont des appartements de conception moderne, du type que nous avons déjà décrit. Mais on constate le phénomène suivant : une grande oeuvre de techniciens, un ensemble impressionnant d'énormes constructions contemporaines, une population suffisamment nombreuse pour faire une petite ville mais concentrée dans les limites d'un quartier. Les besoins de l'époque actuelle exigent une sorte d'habitation qui peut loger un maximum de personnes sur un minimum de terrain. Bien que les habitants aient accepté cette solution à la crise de logement, les problèmes sociaux et psychologiques témoignent d'un esprit détaché aux valeurs traditionnelles. Cette concentration de population entraîne non seulement une rupture avec la vie traditionnelle sur le plan de l'habitat mais une véritable paralysie des relations sociales. Dès lors, c'est le Centre Social qui devient le coeur de l'ensemble. Mais le Centre Social doit dépasser les fonctions ordinairement comprises dans les services sociaux, c'est-à-dire les consultations, les vaccinations, les loisirs du jeudi. Tout cela se fait.

Ce qu'il faut encore c'est faire que les habitants prennent en main leurs activités et créent une vie sociale normale. Il ne s'agit pas d'imposer un programme d'activités organisées. Le personnel du Centre Social de Maurepas a cherché d'abord à connaître les centres d'intérêt des habitants et ensuite

à encouragé les bonnes volontés pour que les animateurs soient les habitants eux-mêmes. Au cours de deux années, une vingtaine de centres d'intérêt ont été découverts et une centaine d'animateurs ; des habitants, réalisent un programme d'activités socio-culturelles.

Conclusion.-

Nous avons vu en Bretagne et peut-être est-ce vrai pour toute la France, que la demeure particulière, qu'elle garde de conforme à la tradition, sans exclure les produits et les inventions contemporaines, constitue presque une défense contre le renversement des valeurs culturelles et sociales qui menace la société contemporaine. Par contre, nous avons pu constater que pour les Français qui gardent le sens du passé, qui aiment la tradition, l'intimité et la liberté, l'urbanisation contemporaine que représentent les grandes tours s'est faite trop subitement et risque de produire une désorientation culturelle temporaire. Dans le Centre Social d'un grand ensemble, nous avons découvert l'une des solutions apportées aux graves problèmes qui se posent. Il faut tout d'abord faire place à l'élément humain perdu dans cette énorme création technique qui menace de l'engloutir. Il faut créer des liens entre les grands ensembles et le quartier traditionnel. A titre d'exemple, nous pourrions rappeler une réponse à notre question sur l'existence d'une bibliothèque dans un grand ensemble. Au lieu d'établir une bibliothèque nouvelle, il serait préférable d'encourager les habitants à profiter de la présence d'une bibliothèque dans le quartier. Il faut aussi créer des liens parmi les habitants, non pas forcés par un programme d'activités imposé du dehors, programme dont le résultat ne serait peut-être qu'une vie sociale très superficielle, passagère et peu satisfaisante, mais par l'attrait d'un animateur, lui-même habitant de l'ensemble et avec qui ils partageront librement leurs enthousiasme et leurs idées.

Qu'une transformation s'opère, c'est évident. Les observations que nous avons faites laissent deviner la transformation qui s'opère. Qu'il y ait

conscience de la transformation, nous ne pouvons pas en douter, car tous les faits que nous venons de mentionner le montrent. Et nous avons terminé notre brève enquête convaincus que les responsables sont en bonne voie de résoudre les problèmes dans un esprit qui est lui-même marqué d'une grande tradition française : le respect de l'individu et surtout le respect de l'humain et de toutes les capacités les plus nobles de l'homme.

OBJET de l'ENQUETE : Le Rheu.

Participants : Mlle Sandra Chaput
Mme Carolyn Connelly
M. André Dorais.

Mme Eva Kershaw.
M. Roger May.
Mlle Helen Saunders.

Directeur d'Etudes : Mme Leymarie.

Le Rheu est un village situé à l'Ouest de Rennes, à une dizaine de kilomètres. Ce village est intéressant par la manière dont il a évolué au cours des dix dernières années.

Avant 1953, le village comprenait trois fermes, groupées autour de l'église, de quelques commerçants et d'un forgeron. Le maire en place en 1953 se montrait totalement inactif. On peut dire que le village se mourait : nous en donnerons pour preuve la moyenne d'âge qui était de 42 ans.

En 1953, un jeune homme du Rheu, Monsieur Jean CHATEL, boulanger, se fait élire maire et prend en mains la destinée du village. Il se rend compte que la situation du Rheu, à quelques kilomètres de la zone industrielle de Rennes en plein développement, va lui permettre de devenir un lieu d'habitation pour les ouvriers travaillant dans cette zone industrielle. Cet apport de jeunes travailleurs revitalisera la commune, pense-t-il. Pour les attirer, que faut-il ? Faciliter les conditions de logement.

M. CHATEL fait appel à un urbaniste, M. BARDET, dont les théories lui avaient parues intéressantes. Son idée dominante était de réaliser un urbanisme sociologique, avec alternance du contact social et de l'isolement exigé par l'individualisme français.

Voyons comment ce programme est entré dans la voie de la réalisation.

Le premier problème était d'attirer les acheteurs en leur proposant

des terrains à un prix raisonnable.

La commune décida d'acheter progressivement toute la zone à urbaniser. Pour tenter les propriétaires de ces terres, elle leur offrit un prix 3 fois supérieur à la valeur de la terre cultivable. A l'heure actuelle, la commune s'est rendue, sans expropriation, propriétaire de 80% des terrains à bâtir.

Ces terrains sont vendus depuis dix ans par la commune à des particuliers et sont payables en 5 ans. Les acheteurs peuvent ensuite obtenir un prêt à la construction, remboursable en 20 ans, auprès d'un organisme officiel, le Crédit Foncier par exemple. La commune, véritable personne, donne sa garantie morale à laquelle s'ajoute une garantie réelle : la valeur de revente des terrains.

Le programme d'ensemble d'aménagement de la commune est étalé sur une période de 20 ans. Il comprend diverses phases :

Nous ne nous occuperons que du problème des routes et de celui des habitations.

La construction des routes est fonction de la situation du Rheu qui, étant dans l'orbite de la capitale régionale, doit être reliée à elle par des voies rapides et sûres. Une première route est en voie d'achèvement. Elle est éloignée des habitations et comporte, outre la chaussée destinée aux voitures, une voie réservée aux cyclistes et aux piétons, ombragée d'érables, et en surplomb par rapport à la première, de façon à compenser le sentiment d'infériorité des piétons et des cyclistes. Une route analogue reliera le Rheu à la zone industrielle de la route de Redon où se trouve la nouvelle usine Citroën.

L'implantation des habitations a été prévue en 6 échelons, autour du village traditionnel, c'est-à-dire autour de l'église, du cimetière, de l'école et de la mairie, qui constituent le cœur du village, tel que les habitants le connaissent depuis leur naissance. C'est lui qui doit rester le pôle attractif, et c'est là que sont installés progressivement les nouveaux magasins.

Les habitations sont disposées autour de ce noyau central. Sur les 6 échelons prévus, 2 sont terminés. Il ne s'agit pas en effet de faire vite, M. BARDET insiste pour une croissance lente, de façon à faciliter l'intégration des nouveaux venus, ce que rendraient impossibles des arrivées massives. De plus M. BARDET veut limiter la croissance du Rheu. Pour lui l'âme urbaine ne peut se développer que dans une communauté qui ne dépasse pas 10.000 habitants.

Enfin, et c'est là une idée très intéressante, M. BARDET veut respecter la topographie des lieux, garder les mouvements du sol, les arbres, les paysages, en somme garder au Rheu son caractère rural, insérer le village dans le paysage, en faire ce qu'il a appelé une "villette rur-urbaine".

Les premiers acheteurs étaient des familles ayant déjà deux enfants et bénéficiant d'une allocation logement qui leur permettait de payer le terrain en cinq ans. Les candidats propriétaires doivent s'adresser à un bureau technique municipal qui les met au courant des règlements très stricts auxquels ils devront se conformer. Pratiquement la moitié d'entre eux renonce à construire. Quels sont ces règlements ? Ils désignent les types de maison, la nature des matériaux et des clôtures. Ils interdisent d'élever dans les jardins des volailles ou des lapins.

Nous avons constaté que les maisons étaient jumelées par deux ou par trois. M. CHATEL nous a expliqué que le prix de revient était ainsi moins élevé mais qu'un décalage dans l'assemblage des maisons assurait le respect de la vie privée de chaque famille. De plus, les murs mitoyens sont construits avec des matériaux insonores. Ces maisons sont du type "plan courant" mais amélioré sur le plan esthétique et social. Les terrains d'angle (soit 15%) ont été laissés pour des constructions non soumises au plan courant, mais devant rester en harmonie avec les autres constructions. C'est là un moyen d'attirer au Rheu des familles disposant de possibilités financières plus grandes, cadres ou professions libérales et d'élargir l'éventail social.

Après avoir visité le Rheu en détail, nous avons voulu prendre contact avec quelques uns de ses habitants. Nous avons vu : le curé, quelques commerçants dans leurs boutiques, une femme d'ouvrier, deux mères de famille, une femme d'agriculteur.

Monsieur l'abbé Brunet, fut nommé curé de la paroisse du Rheu en 1956. C'est un homme d'un certain âge, attaché aux idées de la "vieille école". Il est assisté d'un vicaire pour l'administration de l'église et les cours de catéchisme aux enfants des écoles publiques. La paroisse du Rheu remonte au XIIème siècle, mais l'église actuelle est plus récente. On y trouve pourtant un autel et une statue de la Vierge classés comme monuments historiques.

L'église sera bientôt trop petite pour contenir les enfants dont le nombre s'accroît comme on le sait. Le presbytère est une maison ancienne, avec un jardin qui a été diminué pour agrandir la place du village, et la commune a fait construire à côté du presbytère une salle de jeux pour les jeunes.

Nous avons pénétré dans plusieurs boutiques. Certains sont du type traditionnel, d'autres se sont agrandies et modernisées, d'autres enfin sont neuves et modernes. Les habitants du Rheu peuvent trouver sur place tous les produits d'alimentation, boucherie, charcuterie, épicerie, fruiterie, boulangerie et même poissonnerie. Depuis un an, un coiffeur a installé une boutique, et une pharmacie provisoire est ouverte. Enfin, nous avons été frappés par le nombre de cafés : cinq, ce qui nous semble un chiffre élevé pour un village de 2.300 habitants.

L'un d'entre nous a pu s'adresser à une femme d'ouvrier, Madame Z. Monsieur Z. est ouvrier à l'usine Citroën. Ni l'un ni l'autre n'aimaient vivre dans un immeuble. Elle, fille d'agriculteur, était attachée à la terre, lui aimait à bricoler, avait besoin d'espace et de liberté. Ils sont très satisfaits d'avoir pu acquérir cette maison, malgré leurs moyens modestes. Ils ont un confort réel et assez de place pour leurs trois enfants. M. Z. a résolu le problème du transport avec des camarades qui travaillent aussi chez Citroën ; à tour de rôle chacun conduit les autres à l'usine. Madame Z. a fait observer que l'école devenait insuffisante, mais a l'espoir qu'une école plus grande sera bientôt construite.

C'est aussi la question de l'école qui préoccupe Madame U. Voici quelle est la situation. Il existe au Rheu une école maternelle pour les enfants de 3 à 6 ans et une école primaire, pour les enfants de 6 à 14 ans. Si les élèves veulent poursuivre leurs études après l'école primaire, ils doivent aller à Rennes. Dans chaque classe, il y a de 30 à 40 enfants. Les enfants étudient le calcul, la grammaire, l'orthographe, l'Histoire, la Géographie, la musique, et font de la gymnastique une fois par semaine. A la fin de leurs études primaires, les enfants passent le certificat d'Etudes. Ensuite, ils peuvent, ou aborder les études secondaires, ou entrer dans un centre d'apprentissage, ou dans une école technique. Aucun transport en commun n'est prévu actuellement : ce sont les mères qui conduisent leurs enfants à l'école.

Les livres de classe sont loués aux élèves pour l'année. Il existe aussi une petite bibliothèque. Comme partout en France, à l'heure actuelle, les locaux sont insuffisants. Madame U. regrette aussi que les heures de travail soient si nombreuses, les récréations si courtes et les sports si peu pratiqués. C'est là un problème commun à toute la France.

Madame X., elle aussi, se plaint à ce sujet. La maison de Madame X., est équipée d'une façon tout à fait moderne, elle a même une machine à laver. Madame X. ne travaille pas et consacre tout son temps à ses enfants (8, 5, et 2 ans) et à son mari. C'est elle qui fait presque tous ses vêtements et ceux de ses enfants. Madame X. fait remarquer qu'il n'y a guère de distractions au Rheu, le Cercle familial, de fondation récente, est peu actif. Mais, à vrai dire, elle dispose de peu de temps, étant très absorbée par sa vie de mère de famille.

Madame Y. est une femme de la génération précédente. Son mari et elle, sont agriculteurs, et leur situation est très différente de celle de la famille X. Ils habitent une ferme assez grande, mais de type ancien, sans aucun aménagement moderne, sauf une Télévision. M. et Mme Y. souffrent de leurs conditions de vie, comme tous les petits agriculteurs. Ils sont seuls pour exploiter la ferme, où ils font de l'élevage. Ils ont 20 vaches, 15 porcs, et une cinquantaine de poules: Madame Y. travaille du matin au soir, sans jamais de vacances. Outre l'entretien de sa maison, elle s'occupe des bêtes, de la traite des vaches deux fois par jour, et du jardinage. Ils sont attachés à leur terre, malgré ce dur travail, mais à leur grand regret, leurs enfants âgés de 17 et 23 ans, refusent de prendre leur suite dans cette propriété. Ils ont pris d'autres métiers qui les éloignent de leurs parents, ce qui aggrave pour eux l'impression de solitude et de quelque chose qui finit.

Considérant le Rheu tel qu'il nous est apparu, nous avons essayé de voir la situation d'un oeil critique.

Tout d'abord, il nous semble que M. BARDET n'a pas assez tenu compte du caractère individualiste des Français : il est amusant de remarquer que les habitants ont absolument voulu des clôtures, alors que M. BARDET voulait adopter la solution américaine des maisons posées sur du gazon, et il a été impossible de les empêcher de construire un petit mur qui sépare la partie

arrière des maisons en deux, de façon que le regard ne puisse pas plonger d'une cour dans l'autre. Il est certain aussi que plusieurs anciens habitants du Rheu ont un sentiment de frustration, parce qu'ils ont été privés de leurs terres, et estiment que pour cette raison leurs enfants ont renoncé à rester agriculteurs. Ensuite, il est à remarquer que pour l'instant le nombre des commerçants n'est pas suffisant pour permettre une concurrence qui ferait baisser les prix. Enfin, l'absence de transports en commun est très gênante, aussi bien pour les adultes qui doivent aller faire certains achats à Rennes, que pour les enfants à l'âge du Lycée et de l'école technique. On peut aussi se demander si l'augmentation croissante du prix de la construction va permettre à un grand nombre d'ouvriers de s'installer au Rheu.

Mais il est d'autre part certain que les gens qui y sont installés sont satisfaits et que les problèmes qui se posent encore peuvent trouver une solution : ce n'est qu'une question de temps. Pour eux, il a été possible d'acquérir une maison dans des conditions avantageuses, ils vivent dans un cadre dont l'harmonie est réelle en dépit du reproche de monotonie qui lui a été fait. Pour eux, vivre au Rheu est une véritable promotion sociale. Ils ressentent tous un progrès dans les rapports sociaux. Enfin, il faut noter que, grâce au travail fourni par la construction des maisons, un nombre important d'artisans se sont installés au Rheu où ils seront occupés pendant plusieurs années.

Ainsi nous est apparu ce village : sous l'impulsion d'un maire dynamique et qui a su imposer son autorité, rompant avec des traditions périmées, il se métamorphose, et nous pouvons affirmer que ses habitants en ont pleinement conscience.

- - - - -

OBJET DE L'ENQUETE : Les enfants et la famille

Participants :

Groupe B "Les Touts Petits"

Madame Barbara Cameron.
Madame Sarah Eykelboom.
Mlle Marion Hines.
Mlle Katherine Tighe.
M. Denis Charpentier.

Groupe I "Les Adolescents"

Mlle Anne Dunbar.
Mlle Marguerite O'Neil.
Mlle Mary Ferguson.
M. Jules Deschenes.
M. Jon Marks.
M. Robert Hirsch.
M. Albert Stumphy.

Directeur d'Etudes : Mlle M. Durif.

Notre étude sur les enfants et la famille a eu pour principal but de nous permettre d'entrer en contact avec la vie française pendant notre séjour à Rennes.

Nous avons d'abord cherché à rencontrer parents et enfants pour observer leurs rapports et connaître leur point de vue respectif sur les questions matérielles aussi bien que sur l'éducation et les loisirs.

Etant donné la période des vacances, nous n'avons pu rencontrer assez de familles pour prétendre généraliser à partir de nos observations et de nos conversations.

Cependant les responsables des organismes sociaux publics et privés, qui s'occupent tout particulièrement de la famille, nous ont permis de séparer le stade de monographies familiales individuelles, et d'aborder des questions d'intérêt plus général.

Notre première décision a été de fonder le principe de séparation en deux groupes d'enquêtes sur le fait que l'unité du sujet devait être respectée dans chaque groupe.

Aussi avons-nous rejeté la séparation en deux centres d'intérêts aussi différents que la vie matérielle pour l'un, la vie intellectuelle et spirituelle pour l'autre. Une étude globale du comportement de l'enfant et de sa famille a été possible en séparant les Tout Petits des Adolescents.

Notre méthode de travail a consisté à préparer en commun les questions à poser pendant les enquêtes, ensuite à présenter oralement et par écrit le compte-rendu de la visite faite dans la semaine par chaque moitié du groupe, enfin à discuter ensemble des informations nouvelles recueillies pour permettre à chaque participant d'enrichir individuellement l'aspect particulier qu'il a été chargé de traiter.

Le rapport "Enfants et Famille" présente donc une partie commune : le groupe familial étudié sous l'angle idéologique et social, et deux parties séparément rédigées : Les Tout Petits et les Adolescents.

La famille française est une unité qui a besoin d'être protégée, dont les intérêts doivent être défendus auprès des pouvoirs publics. C'est la raison même de l'existence d'une association privée : "La Maison de la Famille". La Maison de la Famille a pour but la défense à la fois morale, et matérielle de la cellule familiale. La défense morale de la famille est conçue selon une idéologie chrétienne avec prise de position dans le grand débat de la régularisation des Naissances en particulier. Le problème de l'équilibre du foyer, celui de l'harmonie du couple sont envisagés par cette association sur le plan de l'idéal spirituel vers lequel il faut tendre, mais aussi sur le plan matériel des problèmes quotidiens qu'il faut résoudre. Ainsi les familles qui le désirent peuvent-elles bénéficier des services de l'association pour trouver des logements à prix modéré, pour emprunter des appareils ménagers indispensables comme des machines à coudre, à tricoter et à laver, pour recevoir des conseils sur l'organisation du budget, sur l'éducation des enfants et la santé de la famille.

Le directeur de la Maison de la Famille est également directeur d'une coopérative de logements à loyers modérés (HLM) que nous avons pu visiter. Les familles choisies peuvent, en payant 15 % du Prix du Bâtiment pendant 20 ans, devenir locataires-coopératrices de l'appartement qu'elles habitent.

Elles peuvent en outre bénéficier des avantages offerts par les centres scolaire social, culturel, commercial et administratif de leur quartier.

De ces divers centres, le plus intéressant à étudier dans le cadre de la famille est certainement le Centre Social. La ville de Rennes en compte plusieurs et nous sommes allés visiter celui de la Rue de Paris qui dessert un quartier résidentiel au nord-ouest de la ville.

Le Centre Social de la Rue de Paris, création de la caisse d'allocations familiales, a pour but d'aider les familles grâce à différents services spécialisés. Le Centre est d'abord une halte d'enfants pour les bébés bien portants quatre après-midi par semaine de 13 h 45 à 18 h 15. Les mamans peuvent aussi être libérées quelques heures pour des tâches ménagères ou des commissions en ville. Le Centre possède son Club du Jeudi pour les enfants d'âge scolaire qui peuvent effectuer, sous la conduite d'assistantes sociales, des petits travaux d'atelier, en vannerie par exemple. A chaque séance 60 à 70 jeunes sont présents et les parents participent aux frais de façon modique (1 Fr pour l'après-midi) et bénéficient même pour le 2ème enfant d'un tarif dégressif.

Le centre a un médecin chaque mercredi après-midi pour la consultation gratuite des nourrissons et parfois 60 mères, même les plus aisées, se présentent en 3 h $\frac{1}{2}$. Le Centre Social est aussi une maison de réunion, faisant office de foyer culturel avec bibliothèque, discothèque et salle de jeu pour les enfants et leurs parents, qu'ils cherchent à réunir sous un même toit afin d'éviter l'éclatement des familles. Ce même souci se retrouve dans l'association des Salles familiales. Pour celles-ci une commission décide de la valeur morale des films joués et établit une classification allant du Code 3A pour lequel toute la famille peut voir le film, au code 5 où le film est absolument interdit par l'association. Le code 3B par exemple, interdit aux enfants d'assister à la séance sans être accompagnés de leurs parents. Cet organisme exerce une grande influence sur le choix des films vus par les familles catholiques mais aussi sur la production même des films français à cause du contrôle qu'il exerce sur 2.000 salles de cinéma en France.

Si cette association privée des salles familiales est d'inspiration catholique, il existe aussi d'autres associations d'inspiration laïque intéressant les jeunes et la famille. Nous sommes allés au siège régional de la Fédération des oeuvres laïques qui s'occupe des activités sportives et ar-

tistiques, scolaires et post-scolaires des jeunes avec un idéal de tolérance et de fraternité inspiré par son fondateur Jean Macé.

La famille est donc protégée par des associations à caractère social, d'inspiration catholique ou laïque, mais l'Etat intervient aussi directement pour aider les familles grâce à la Caisse d'Allocations Familiales, une des trois branches de la Sécurité Sociale.

Les Caisses d'Allocations familiales ont deux actions principales comme a bien voulu nous l'exposer M. Fournier, Directeur régional de ce bureau. Une première action dite sociale consiste en réalisations de centres sociaux, de garderies, de colonies de vacances et même de logements. Une seconde action dite légale est constituée par le versement de Prestations, une des sources du revenu familial.

Chaque mère, contre justification de 18 jours de travail par mois du chef de famille reçoit les Allocations familiales si elle a au moins 2 enfants. Ces allocations sont calculées à 22 % d'un salaire de base de 280 Fr à Paris pour 2 enfants, avec majoration de 33 % par enfant supplémentaire. Il existe également une majoration pour les enfants à charge ayant plus de 10 ans et ces allocations sont versées à la mère pendant toute la durée des études ou de l'apprentissage de l'enfant jusqu'à 20 ans.

La mère de famille reçoit également avant et après chaque naissance, des allocations prénatales et de maternité créées dans une optique nataliste après la Libération ainsi que pour des raisons sanitaires et sociales. Un frein a été mis à ces primes depuis 1958 et la règle actuelle est de verser le montant de l'allocation prénatale (22 % du salaire de base) à chacun des 3 examens médicaux obligatoires de la future maman, si la naissance de l'enfant a lieu dans les 2 ans qui suivent le mariage ou dans les 3 ans d'une précédente naissance.

L'allocation scolaire unique au taux variable selon le nombre et l'âge des enfants est accordée à la famille si elle n'a qu'un seul revenu salarié. Enfin, l'allocation logement fonction du loyer et des ressources de la famille, est d'autant plus élevée que le loyer à payer est important pour un revenu familial faible. Il existe aussi une allocation d'éducation spécialisée pour les enfants infirmes ne bénéficiant pas des avantages de la Sécurité Sociale.

La Caisse d'allocations familiales par les avantages sociaux et financiers qu'elle accorde aux familles est donc un des éléments essentiels de notre étude, mais son action doit encore être renforcée par celle d'organismes municipaux.

Mme Le Cornec, adjoint au Maire de Rennes, a bien voulu nous exposer les problèmes sociaux qui se posent à la Municipalité et en particulier celui des mères qui travaillent surtout depuis l'industrialisation récente de Rennes.

Les crèches municipales étant insuffisantes et situées au centre de la ville, alors que les jeunes foyers sont surtout à la périphérie, il a fallu trouver une solution rapide et neuve évitant de grands investissements immobiliers. Prenant comme exemple les grands ensembles de Sarcelles près de Paris, la Municipalité de Rennes a créé le système du Placement familial contrôlé. Une assistante sociale-puéricultrice a été chargée de sélectionner des gardiennes, selon des critères de moralité et d'hygiène. Ces gardiennes reçoivent un salaire fixe de 150 Fr par mois de la ville par l'intermédiaire d'un organisme social, et s'occupent d'un enfant dont elles doivent assurer la surveillance et la nourriture de 8 h à 19 h tous les jours sauf le dimanche.

Les parents ne contribuent que de façon partielle aux frais de placement et un tarif dégressif intervient pour plusieurs enfants.

La Municipalité subventionne également les Cantines scolaires et 4.500 repas par jour sont servis pour les enfants chaque midi à l'école. Les parents bénéficient encore d'un tarif dégressif selon leurs charges familiales. Mais, si peu de familles ont à régler le maximum de 2,50 Fr, la plupart doit payer un minimum de 0,50 pour des raisons surtout psychologiques. En effet, la gratuité totale blesse l'orgueil des enfants qui n'acceptent pas de recevoir leur repas par charité.

La Municipalité subventionne enfin pendant les vacances, des centres aérés pour les Tout Petits et les Adolescents à quelques kilomètres de Rennes. Les organismes publics et privés font donc un immense effort pour aider les femmes et leurs familles sur le plan social et financier, et un certain bien-être est visible dans les familles rennaises du moins celles que nous avons pu rencontrer.

Nos observations et nos conversations personnelles pendant nos enquêtes nous ont aussi aidé à comprendre les enfants qui vont maintenant être l'objet de notre étude particulière.

Les bébés, de leur naissance à deux ans, posent aux mamans de nombreux problèmes, résolus en France de manière souvent différente des U.S.A. Par exemple, le service de lavage des couches dans un magasin de Rennes est ainsi tout à fait exceptionnellement utilisé par les familles, et les aliments en pots vendus dans les pharmacies n'ont pas grand succès ici. Beaucoup de mamans nourrissent leur bébé au sein si elles ne travaillent pas au dehors, et elles n'utilisent pas les formules diététiques modernes. Par contre, il faut se méfier du cliché disant que les enfants français ne boivent pas de lait. La fierté des parents est d'annoncer que leur bébé a commencé à marcher à 9 mois. Ainsi une mère de treize enfants a pu nous dire en quelques secondes l'âge auquel chacun de ses enfants a commencé à marcher : moins de 12 mois pour tous sauf le dernier, "une vraie honte" qui avait 16 mois. Le choix du prénom français d'après les saints du calendrier nous a d'autant plus intéressés qu'une famille bretonne n'a pu recevoir d'allocations familiales parce que ses enfants ne portaient pas de prénoms français. Les mamans rennaises sont bien aidées par les centres sociaux et le système des crèches municipales que nous avons pu observer. Elles utilisent volontiers tous les services de consultation, halte d'enfant qui leur sont offerts, cependant il a parfois été difficile de convaincre certaines mères de l'importance psychologique du nouveau système de placement familial par rapport aux crèches traditionnelles car elles semblaient jalouses quand leur enfant appelait spontanément sa gardienne "Maman". Nous avons pu observer les Tout Petits jusqu'à 10 ans environ dans le parc de Maurepas spécialement aménagé pour les jeux de plein air avec des balançoires, un tobogan et, une piste de patin à roulette. Nous avons pu parler à des petites filles de 5 ans et plus, ainsi qu'à leur soeur aînée, leur mère ou leur grand'mère qui tricotait souvent sur un banc en les surveillant. Les enfants apportent au parc quelques jouets comme des seaux pour faire des pâtés de sable, des poussettes, des trottinettes et des tricycles. Mais à la maison, on leur demande de plus en plus d'être silencieux à cause de l'exiguïté des pièces dans les appartements modernes aux parois très minces.

Souvent il n'existe d'ailleurs qu'une seule chambre pour les garçons et une pour les filles. Des marchandes de jouets nous ont confirmé que les objets bruyants tels que les tambours, clarinettes, pistolets ne se vendaient plus bien. Par contre, les jouets en plastique, souvent éducatifs et réclamant une activité paisible sont très en vogue. Les enfants regardent avec plaisir les émissions enfantines de la télévision. En été, la série des Intervilles le soir et l'après-midi les Rin-Tin-Tin. Les petits enfants français doivent toujours faire attention à des interdictions de toutes sortes comme "Ne pas marcher sur la pelouse", "Ne pas salir sa robe ou sa culotte", "Ne pas se barbouiller la figure et les mains avec la confiture du goûter". En effet, les vêtements des enfants, souvent cousus ou tricotés à la maison, doivent toujours être protégés par une blouse de coton ou de nylon. La question du bain n'est souvent résolue qu'un jour sur deux pour les enfants de plus de deux ans et il nous a semblé que les enfants ne se brossaient pas les dents chaque fois qu'ils avaient mangé des sucreries.

Par contre, les mamans surveillent beaucoup l'éducation et la politesse de leurs petits. Elles insistent toujours sur le "merci" accompagné de "maman" ou "madame", surtout à table où elles exigent souvent de "laisser parler les grandes personnes" et d'avoir une tenue correcte avec les mains posées de chaque côté de l'assiette. Les cantines scolaires continuent également ce rôle d'éducation et Madame Le Cornec nous a dit que les éducateurs en attendaient une formation du goût, de bonnes habitudes alimentaires aux enfants, et aussi une bonne adaptation à la vie en société en les obligeant à respecter certaines règles de politesse.

Les Tout Petits que nous avons pu interroger ou observer dans le parc ou à la maison, semblent donc beaucoup plus surveillés que les enfants américains dans leurs jeux et dans leurs rapports avec les adultes. On leur demande sans cesse d'être sage, et même d'être raisonnable. L'enfant va très tôt (dès l'âge de 2 ans) à l'école maternelle avant de pouvoir entrer à l'école primaire à l'âge de 6 ans. Il y a des colonies de vacances pour les petits de 4 à 6 ans, aussi l'enfant apprend-il très vite à se comporter "comme un grand".

L'adulte est donc le modèle proposé aux enfants français, mais si le cadre familial forme bien l'univers des Tout Petits, il n'en est pas de même pour les Adolescents que nous avons pu interroger et observer. Nous les avons d'abord rencontrés à la piscine, à la sortie du Baccalauréat, dans l'autobus et dans les magasins, nous les avons ensuite retrouvés dans leur famille. Il nous a semblé de plus en plus évident que la position de l'adolescent dans la famille française est en train de passer par une grande métamorphose. La division stricte entre le monde des parents et celui des enfants n'existe presque plus et il y a entre eux une certaine familiarité affectueuse dans les rapports familiaux.

Cependant, les adolescents de 12 à 16 ans dépendent beaucoup plus de leurs parents sur le plan matériel que les jeunes américains du même âge. Ils doivent demander chaque semaine ou à chaque occasion de dépense, l'argent de poche à leurs parents car il leur est très difficile de travailler même pendant les vacances. En général, quand les lycéens ont une bonne place ou de bonnes notes en composition, ils reçoivent l'argent qu'ils demandent pour acheter une fantaisie ou un disque. Quelques emplois à temps partiel sont pourtant possibles, mais il faut en faire la demande très tôt, avant Noël, si c'est un emploi pour l'été. Bien souvent les parents acceptent de voir leurs enfants travailler dans la mesure où il s'agit d'une occupation qui prépare leur avenir ou leur permet de voir du pays aux moindres frais. Ainsi les jeunes de 17 à 25 ans peuvent devenir l'été moniteurs de colonies et camps de vacances, et beaucoup partent en Angleterre ou en Allemagne "au pair" dans une famille, pour améliorer leur connaissance d'une langue étrangère.

Les adolescents français ne possèdent pas la garde-robe des jeunes américains et nous avons pu faire quelques observations précises à ce sujet.

Un jeune garçon de 17 ans possédait, par exemple, un complet foncé, trois vestons, plusieurs pantalons, quelques chemises blanches et des cravates, mais il les portait seulement pour aller au lycée où cravate et veste étaient exigés. Quand il accompagnait son père à la pêche, il préférait porter des Blue Jeans et refusait la culotte courte hors du terrain de sport depuis l'âge de 12 ans.

Plusieurs jeunes filles rencontrées ne possédaient que trois ou quatre robes qu'elles ne pouvaient d'ailleurs acheter seules avant la fin de leurs études.

Par contre, presque tous les jeunes rencontrés avaient un poste de radio et un électrophone. Aux magasins de disques fréquentés par ces jeunes, nous avons appris qu'ils achetaient beaucoup de disques de jazz, de rock and roll et de yé yé, surtout des 45 tours. Cependant, nous avons aussi trouvé des jeunes aimant la musique classique.

Les cadeaux reçus pour Noël ou pour les anniversaires sont en général utiles comme des serviettes, des stylos, des livres, des vêtements ou une bicyclette. Le cadeau le plus important suit la réussite au Baccalauréat, et peut être un voyage, un vélo-moteur, ou un électrophone en général.

Il semble que la vie des jeunes que nous avons rencontrés soit en effet axée sur le Baccalauréat et les vacances. Plusieurs fois nous avons pu voir une heureuse lauréate devenir la reine d'un groupe de camarades qui lui serraient chaleureusement la main en partageant avec elle "un pot" au Café de la Paix ou au Jardin du Thabor. La réussite au Baccalauréat nous a donc semblé une des clefs ouvrant la porte de la vie sociale des adolescents français. Pendant l'année scolaire ils ont peu d'activités culturelles et sportives en dehors des programmes d'études assez chargés. Il n'existe pas de clubs, de réunions sociales au lycée et la piscine même, comme le tennis, n'appartient pas aux établissements scolaires. Par contre, il semble que les adolescents français puissent bénéficier plus facilement que les jeunes américains des sports d'hiver grâce à des subventions accordées par le Commissariat à la Jeunesse et aux Sports en particulier.

Ainsi nous avons trouvé que les écoles ont des activités trop académiques pour les jeunes et ne leur offrent pas des occasions de divertissement. Cependant, hors de l'école, il y a de nombreuses associations (centres sociaux, jeunesse au plein air, scoutisme) qui s'intéressent aux loisirs des jeunes. La France comme bien d'autres pays, est sur ce plan un pays de métamorphose et quand un jeune de la génération précédente devait se promener à pied le dimanche en famille, les jeunes d'aujourd'hui vont en bande et en vélo-moteur. Nous avons remarqué à ce propos que le phénomène du couple était en France remplacé par celui de la bande chez les adolescents.

Ainsi après les danses folkloriques du Thabor le jeudi soir, nous avons pu voir un groupe de neuf à dix garçons et jeunes filles bavardant et se taquinant amicalement tout en se raccompagnant à pied et à bicyclette, à la maison.

Des jeunes nous ont avoué que l'obligation de demander de l'argent à leurs parents chaque fois qu'ils avaient une sortie, agissait comme un frein automatique contre la réalisation d'une "amitié affectueuse". Nos jeunes amis ne nous ont parlé que d'activités de groupes qui ne coûtent presque rien. La coutume américaine du "going steady" n'existe donc pas et les jeunes ne commencent à avoir des rendez-vous à deux qu'après avoir fini leurs études au lycée.

Il existe cependant des problèmes pour la jeunesse, mais l'on a parlé dans certaines familles des Blousons Noirs en rejetant la responsabilité sur les parents qui n'assument pas leur rôle de conseillers ou laissent trop de liberté et d'argent à leurs enfants.

Pour ces jeunes inadaptés à la vie en société, il existe des maisons d'éducation spécialisée et nous nous sommes tout particulièrement intéressés à celle des jeunes filles "La Maison de Saint-Cyr". Les raisons de leur présence sont variées, parmi lesquelles, le manque de moralité, le vol, l'inaptitude à s'entendre avec leur famille ou avec la société. Elles sont donc confiées à la maison par le Juge des Enfants, la Sécurité Sociale, l'assistante sociale ou même la famille. En arrivant à St-Cyr, elles doivent passer trois mois dans le centre d'observations, sous le contrôle des psychologues, d'une directrice d'études et d'une directrice de ménage. A la fin de ces 3 mois, un rapport est envoyé à tous ceux qui en ont la charge morale. Une décision est prise, avec trois options possibles : garder la jeune fille, l'envoyer dans une autre maison, ou plus rarement la renvoyer à sa famille. A St-Cyr les jeunes filles vivent en groupes autonomes de 10 à 12 sous un même toit et l'unité est assurée par la présence d'une directrice de groupe. On essaie de préserver leur individualité en leur laissant choisir leurs loisirs, en évitant l'uniforme, en les envoyant pendant les vacances dans des familles d'accueil si elles n'ont pas de parents ou dans des colonies de vacances. La maison est aussi une véritable école sous la direction de la congrégation de Notre-Dame de la Charité, et en quittant St-Cyr, les jeunes

filles sont préparées à remplir un rôle dans la société. La moitié devient employée de maison et se marie très vite; l'autre moitié ayant fait des études plus avancées remplit des postes de secrétaire, infirmière, en particulier.

Ainsi, quand le groupe familial ne remplit plus sa fonction fondamentale de protection des enfants, la société assume ce rôle, grâce à des maisons d'éducation spécialisées comme St-Cyr. Mais l'évolution économique et sociale accentue de plus en plus la dissociation entre le travail professionnel et la vie familiale, aussi peut-on se demander à quel prix la société devra payer ce relâchement, de plus en plus fort, du lien qui unissait tous les membres d'une même famille.

En conclusion, nous pensons que le développement industriel et immobilier que nous avons pu observer, va exiger de profonds changements dans la structure sociale et familiale française.

Les institutions publiques et privées qui s'intéressent à l'enfant et à la famille se sont chargées d'une responsabilité colossale et dangereuse. Trop d'aide peut avoir pour effet d'affaiblir le groupe familial, et les jeunes peuvent aujourd'hui trouver à l'extérieur ce qu'ils ne cherchaient autrefois qu'à l'intérieur de la famille.

L'intérêt de l'Etat pour la famille enlèvera-t-il aux parents un grand sens des responsabilités et éloignera-t-il les enfants du cercle familial ? Voilà les questions que nous nous sommes posées pendant nos enquêtes. Néanmoins, nous avons été heureux de constater que l'unité de la famille reste encore intacte et constitue avec ses traditions et sa culture, la cellule de base de la société française.

*

* *

OBJET de l'ENQUETE : L'Enseignement.

Participants : Mlle Lorraine Connolly. Soeur M. Franz Glerzinski.
 M. Patrick Clines. M. Philip Miller.
 M. Frank Davis. Mlle Elisabeth Schmitz.
 M. Joseph Scott.

Directeur d'Etude : M. Monpert.

Notre première impression de l'enseignement en France est que cette organisation est très centralisée. Premièrement, toutes les écoles publiques et privées, maternelles, primaires, secondaires et universitaires sont sous la direction de l'Etat. La France est divisée en dix-neuf académies régionales et chaque académie est dirigée par un recteur qui dépend du Ministre de l'Education Nationale. C'est lui qui impose sa volonté aux recteurs de manière que les écoles suivent les mêmes programmes scolaires.

Deuxièmement, nous pensons que les écoles sont centralisées parce que les règlements concernant les examens et les diplômes sont uniformes. Par exemple, les épreuves du baccalauréat, du brevet d'études, d'un examen technique ou d'un examen pour obtenir une bourse sont les mêmes pour tous les candidats, même s'ils fréquentent une école privée.

Troisièmement, tous les maîtres de l'enseignement doivent avoir les mêmes diplômes et ils sont recrutés selon des normes établies par l'Etat. Enfin, ces maîtres, soit à l'école primaire, soit au lycée ou au collège technique sont soumis à l'inspection académique.

Le Rectorat de l'académie de Rennes est naturellement situé à Rennes.
Nous y avons été reçus par Monsieur ROUSSEAU, Secrétaire Général.

Visite chez Monsieur ROUSSEAU, Secrétaire Général du Recteur de l'Université de Rennes.

Monsieur ROUSSEAU nous a expliqué d'une façon générale le système de l'éducation Nationale en France. L'Administration de l'Education nationale française, l'éducation d'état et l'enseignement libre, sont gérés par le Ministre de l'Education Nationale. C'est un système centralisé, avec une tendance vers la décentralisation, et, en général, le travail du Rectorat devient plus important à cause de la tendance aujourd'hui à décentraliser l'éducation.

Autrefois l'Académie de Rennes comprenait sept départements. En 1962, on a créé l'Université de Nantes. Aujourd'hui, donc, l'Académie comprend les départements des Côtes-du-Nord, du Finistère, du Morbihan, de l'Ille-et-Vilaine, et de la Mayenne. L'Université de Rennes couvre donc actuellement cinq départements dont la population globale approche de trois millions d'habitants.

Le Recteur prend en charge l'administration des écoles, les professeurs et les élèves. Il y a 1.000 professeurs dans toutes les facultés, 2.000 professeurs dans les lycées, au total 6.000 personnes employées dans l'Académie. Il y a 80.000 à 90.000 élèves secondaires, dont 65.000 boursiers. L'Académie se charge des professeurs des lycées, des professeurs agrégés, des professeurs certifiés pour les cours spéciaux et techniques, des administrateurs et des instituteurs.

Le Rectorat se charge de l'administration des examens du Baccalauréat, et cette tâche est confiée à l'office du Baccalauréat. Cette année, il y avait 20.000 élèves qui ont passé leur Baccalauréat. Le Recteur doit approuver aussi les examens que l'inspecteur organise pour le B.E.P.C. ou les Certificats d'Aptitude Professionnelle.

Dans les Universités de Rennes et Brest, il y a 12.000 étudiants. Le Rectorat distribue et paye les bourses, entretient les restaurants et les cités universitaires. Il doit créer les bâtiments nécessaires pour l'enseignements. En ce moment, l'Université est en train de construire de nouveaux bâtiments.

L'Université est gouvernée par le Recteur, les doyens, et les conseils universitaires. Les doyens sont élus par leurs collègues pour trois ans.

Le Recteur est chargé du recrutement du personnel administratif.

Visite à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines.

Nous avons visité le bâtiment qui abrite les salles de cours et les amphithéâtres utilisés pour les grandes réunions et les conférences. Ensuite notre groupe a vu la salle des professeurs, et le bureau de Monsieur Bousquet, Professeur de la Langue et Littérature grecques. Monsieur Bousquet a reçu notre groupe très gentiment et nous a montré une collection de monnaie Gauloise.

La Faculté des Lettres et Sciences Humaines prépare les étudiants aux différents diplômes et concours qui permettent d'enseigner dans les collèges et lycées de l'Enseignement du Second degré et dans les facultés :

- Licence des lettres (qui exige 4 certificats : par ex. Littérature française, Etudes latines, Etudes grecques, grammaire et philologie) pour la licence des Lettres classiques.
- le C.A.P.E.S. et l'Agrégation.
- Le Doctorat.

Mais les étudiants ne peuvent commencer la préparation de la licence qu'après une année préparatoire d'Etudes Littéraires Générales, appelée "Propédeutique".

C'est à la Faculté des Lettres que se trouve la Bibliothèque Universitaire, où nous avons été reçus par le (conservateur : Monsieur Sansen). Il nous a parlé de l'histoire de la bibliothèque, de ses besoins du moment et de ses projets pour l'avenir.

En ce moment tous les livres de toutes les disciplines sont groupés dans cette bibliothèque, mais bientôt la construction de nouvelles Facultés à la périphérie (Sciences à l'Est, Médecine et Lettres à l'Ouest) obligera à répartir les livres par discipline. Ce sera un problème difficile, car les mêmes livres intéressent souvent des étudiants et professeurs de Facultés différentes. Par exemple : les Lettres et le Droit.

Les collections s'élèvent à 400.000 volumes, et s'accroissent chaque année d'environ 10.000 volumes nouveaux. Notre groupe a visité la Salle des Catalogues, les Salles de lecture, la Salle des périodiques et nous avons passé par le magasin des livres, notant le système de catalogue en usage.

Si l'Enseignement Supérieur reste exclusivement le domaine du Recteur, l'Inspecteur d'Académie se charge des Enseignements primaire et secondaire.

Entrevue avec l'Inspecteur de l'Académie.-

A Rennes, se trouve l'Inspection de l'Académie de l'Ille-et-Vilaine qui fait partie de l'Académie de Rennes. Le 8 juillet nous avons eu rendez-vous avec Monsieur l'Inspecteur d'Académie, lui-même, M. Coué. Il nous a accueilli très chaleureusement et nous a expliqué les fonctions de son inspection.

Sous la direction du Recteur, c'est lui qui doit préparer le budget pour l'enseignement primaire et secondaire. En plus des professeurs, des instituteurs et des institutrices, il y a environ 5.000 employés. Il faut subvenir aux besoins des écoles, par exemple le papier, la manutention, les dortoirs qui se trouvent dans tous les lycées et les repas qu'on y sert et la construction de nouvelles écoles ainsi que les autres services que l'Académie rend au département.

Une des fonctions les plus importantes est l'inspection des professeurs, des instituteurs et des institutrices. L'inspecteur doit juger la compétence de tous ceux qui enseignent, même dans les écoles libres. Les professeurs sont jugés sur leur valeur personnelle, administrative, morale, sociale et pédagogique. L'inspecteur note leurs connaissances, leur ponctualité, leur comportement général, et leurs rapports avec les élèves.

Pour l'enseignement primaire, il est secondé par douze "inspecteurs primaires". Il y a aussi des inspecteurs pour l'enseignement technique, pour l'éducation physique et pour les soins médicaux. Comme il est impossible de juger chaque année chaque professeur, ce sont les nouveaux et ceux qui ont reçu de mauvaises notes qui sont surtout surveillés.

Une autre responsabilité est l'administration de toutes sortes d'examens sauf le baccalauréat. Il y a par exemple le B.E.P.C. que la plupart des élèves subissent à la fin de la troisième, les examens d'entrée en sixième, les examens des bourses, les certificats d'aptitude professionnelle, les tests qui permettent d'orienter un élève vers le technique, par exemple.

L'Inspecteur se charge aussi de la santé scolaire. Il y a un service médical non seulement pour les internes mais aussi pour tous les enfants. On maintient aussi un service social pour aider les enfants qui en ont besoin. Il y a des centres aussi pour les enfants arriérés. A cause des coûts de l'enseignement, l'inspecteur doit se charger du transport des élèves dans les localités rurales.

Pour que nous comprenions l'étendue de ce travail, l'inspecteur nous a expliqué la structure et la variété de l'organisation scolaire en France. Les écoles maternelles reçoivent les enfants de deux à six ans, si les parents le désirent. L'élève commence à six ans ses études primaires : cours préparatoires (un an), puis cours élémentaires (2 ans) et cours moyens (2 ans). A onze ans un élève qui n'est pas doué peut rester dans la classe de fin d'études. Ceux qui sont plus doués passent deux ans d'orientation vers tel ou tel cycle secondaire avant de choisir un type d'enseignement approprié à ses capacités. Deux possibilités générales se présentent, un lycée ou un collège, mais un élève peut choisir un lycée classique, moderne ou technique, ou un collège d'enseignement général ou technique. Seuls les lycées préparent les élèves à l'examen du baccalauréat. Un grand lycée, par exemple le lycée Chateaubriand à Rennes, prépare les élèves aux grandes écoles et à l'enseignement supérieur. Mais ceux qui ne désirent pas le baccalauréat peuvent obtenir des brevets d'agent technique (industriel, commercial, agricole) de technicien, ou de technicien supérieur dans un lycée technique comme le lycée technique d'Etat situé à la sortie de la ville de Rennes, sur la route de Fougères que nous avons visité avec beaucoup d'intérêt.

Le Lycée Technique d'Etat.-

D'habitude la plupart des écoles en France sont entourées d'un grand mur. Aussi, nous fûmes très surpris de voir de la rue de grands et jolis bâtiments "en plein air". Ce lycée a été bâti il y a deux ans, et il ressemble beaucoup à une université ou un collège moderne des Etats-Unis. Monsieur Gautier, le surveillant général qui nous a montré le lycée, nous a dit aussi que l'esprit des élèves a été très amélioré par cette disposition et que la discipline est plus facile à maintenir.

Ce lycée est le plus grand lycée technique de Bretagne. Quoiqu'il soit un lycée mixte, on y trouve seulement 300 filles parmi les 1300 élèves.

La grande spécialité de ce lycée technique est l'électricité, mais les garçons peuvent aussi étudier la menuiserie, l'imprimerie, la mécanique ou la construction. Les filles suivent surtout les cours de commerce, quelquefois la chimie ou l'électricité comme les garçons. La plupart des étudiants passent le baccalauréat ; sinon, ils peuvent obtenir le brevet d'agent technique en deux ans après la classe de seconde, ou le brevet de technicien en 3 ans à partir de la même classe et enfin le brevet de technicien supérieur à la suite d'une ou deux années supplémentaires, suivant les spécialités. D'ailleurs, ces brevets ne peuvent être délivrés qu'aux élèves reçus à l'examen, ayant effectués en outre un stage professionnel dans des conditions satisfaisantes.

Nous étions fort impressionnés par l'intérieur des bâtiments, surtout par les grands ateliers d'équipement technique - très clairs, insonorisés et climatisés ; le réfectoire très joli et confortable, les dortoirs, pour 500 internes, dont les plus âgés ont droit à des box privés ou des box à quatre, et le stade comprenant plusieurs terrains et une piste en attendant la construction d'une piscine.

Les Maîtres et Maîtresses de l'Enseignement Primaire sont formés dans les Ecoles Normales.

L'Ecole Normale des Institutrices.-

A Rennes, il y a deux Ecoles Normales, une pour les garçons et une pour les jeunes filles. Nous avons visité l'école des institutrices.

Les jeunes filles à l'Ecole Normale se préparent à faire des classes maternelles, primaires, terminales ou de transition. Pour entrer à l'école normale, il faut subir un concours. Une fois entrées, elles préparent le baccalauréat en trois ans et peuvent ensuite choisir une des trois spécialités : la culture générale, la psychologie de l'enfant, ou la pédagogie.

A chaque Ecole Normale est rattachée une école maternelle et primaire où enseignent des maîtres et maîtresses expérimentés. C'est dans ces classes que les Normaliens et Normaliennes font leur apprentissage pédagogique.

Ils assistent d'abord aux classes, puis font eux-mêmes des classes sous la direction des maîtres.

Quelque chose d'extraordinaire existe à cette école, les classes de neige. On emmène dans le Massif Central, un mois par an en hiver, une classe tout entière avec sa maîtresse et des jeunes filles qui se préparent à l'enseignement. Les élèves assistent aux classes le matin, et l'après-midi elles font du sport et en particulier du ski. Elles font aussi des enquêtes et présentent dans des rapports leurs impressions personnelles sur ce qu'elles ont vu pendant leur séjour.

Pour les "retardées" de 12 à 16 ans, il y a l'Ecole Normale des classes expérimentales. On essaie de leur donner un complément de formation générale sous une forme très pratique et concrète et une préparation aux activités commerciales, industrielles ou artisanales, pour leur permettre de trouver un emploi assez tôt et d'avoir une certaine indépendance. C'est ce qu'on appelle les classes terminales pour ces élèves qui n'ont pas la possibilité de continuer leurs études.

En Bretagne, l'Enseignement Libre est plus développé que dans les autres provinces françaises. A Rennes, il est dirigé par Monseigneur Bonnelière.

Direction Diocésaine de l'Enseignement Libre.-

Monseigneur Bonnelière, Directeur diocésain de l'Enseignement libre dans l'archevêché de Rennes, nous a reçus très aimablement.

Nous avons posé des questions sur la raison de l'existence de l'Enseignement libre en France, et Monseigneur Bonnelière a tracé pour nous l'histoire de l'enseignement libre en France depuis la Révolution Française. Ensuite, il nous a montré les besoins spirituels et intellectuels des français catholiques et leur désir d'une interprétation spéciale de l'histoire, de la littérature et de la philosophie. Puis Monseigneur Bonnelière a traité plus spécifiquement les problèmes qui datent du lendemain de la deuxième guerre mondiale, indiquant les problèmes auxquels les représentants de l'éducation libre ont dû faire face.

Il a souligné, en particulier, la date de 1960, année importante

à cause de la législation concernant les établissements libres. Depuis 1960, l'Etat paye les salaires des instituteurs et professeurs qui enseignent à tous les niveaux, se réservant le privilège d'inspecter les établissements et les professeurs, d'organiser les examens et de décerner les diplômes officiels.

Monseigneur Bonnelière nous a indiqué que les relations entre l'état et l'église étaient satisfaisantes. Il a insisté sur le fait que le personnel dans l'enseignement sont des employés et non des fonctionnaires, une distinction qu'il considère efficace et avantageuse.

Voici des chiffres concernant l'enseignement libre dans l'archevêché de Rennes : Il y a 532 écoles primaires avec 58.000 élèves et 1.877 instituteurs, dont 970 laïcs, 791 religieux, et 116 prêtres.

Il y a 16 établissements secondaires avec 9.200 élèves ; et, 488 professeurs dont 202 laïcs, 131 religieux, et 115 prêtres.

Il y a 18 écoles techniques avec 3.000 élèves et 220 professeurs, dont 125 laïcs et 95 religieux.

Parmi les écoles techniques se trouve une école spéciale à Cancale, l'Ecole des Rivaux, avec 15 professeurs laïcs, qui prépare les élèves aux carrières de la marine marchande.

Comme établissements libres, nous avons visité à Rennes, l'Ecole Saint-Vincent pour les garçons, les Pensionnats Sainte Jeanne d'Arc et Notre-Dame du Vieux Cours pour les filles.

Visite au Collège Saint-Vincent de Paul.-

Cette interview a été extraordinaire, attendu qu'il y a eu un aspect social aussi bien que professionnel. M. le Directeur nous a donné les indications les plus intéressantes pendant notre visite de l'après-midi.

Le collège de Saint-Vincent est le plus grand collège libre de Rennes. Il a des classes primaires aussi bien que les classes secondaires et en tout, 1.200 élèves, dont 350 internes. Cette école fut fondée en 1842 et occupe sa situation actuelle depuis 1911. L'école est uniquement pour les garçons de 6 ans jusqu'à 18 ans. Les études sont classiques et modernes et il y a aussi une préparation à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales.

Il y a un personnel qui comprend trente prêtres et cinquante laïcs. Parmi les derniers il y a une vingtaine de surveillants-étudiants. Ces surveillants sont des étudiants de Rennes qui se destinent à l'enseignement. On les paie 230 francs par mois et ils reçoivent aussi le logement et les repas.

Monsieur le Supérieur nous a invités à dîner et pendant cette soirée nous avons eu l'occasion de faire la connaissance personnellement de plusieurs professeurs du collège. Les échanges d'idées furent intéressantes du point de vue de la langue parlée et de la profession d'enseignement.

Les Ecoles de Notre Dame et de Sainte Jeanne d'Arc.

On peut suivre les études classiques et traditionnelles à Notre-Dame du Vieux Cours ou des études générales et techniques à Sainte-Jeanne d'Arc.

A Sainte Jeanne-D'Arc, la jeune fille suit des cours de culture générale, de peinture, de secrétariat ou de cuisine. A la fin de ses études, elle reçoit le Certificat d'Etudes Professionnelles. Pas mal de ces jeunes filles continuent leurs études : elles reçoivent leurs certificats. Les autres, qui ne veulent pas continuer leurs études, travaillent. Il est très facile pour elles de trouver du travail parce qu'il n'y a jamais assez de jeunes filles pour les places offertes.

Au pensionnat de Notre-Dame, on suit les cours classiques et traditionnels comme le latin, le grec, les langues modernes, les mathématiques, et les sciences. A la fin des études on passe le baccalauréat.

Les deux écoles offrent aussi les études primaires et les classes maternelles.

La plupart des professeurs de ces deux écoles sont des sœurs religieuses. Mais il y a aussi des professeurs laïcs. A Sainte Jeanne-d'Arc, par exemple, on emploie des femmes, des étudiants qui enseignent à temps complet ou à mi-temps.

Chaque école a un nombre fixe de pensionnaires qui habitent les dortoirs. Les jeunes filles sont groupées par âge et par année scolaire. Les petites n'ont pas de box séparés parce que, comme on nous a dit, elles ont

peur assez souvent en se retrouvant seules. Les pensionnaires plus âgées sont dans les dortoirs où les box sont séparés par des rideaux ; ainsi, chaque jeune fille a son petit coin privé.

Les bâtiments de Sainte-Jeanne-d'Arc sont pour la plupart de vieux bâtiments. Mais il y a aussi de nouveaux bâtiments préfabriqués où se trouvent l'école maternelle et quelques salles des études techniques. L'équipement est à la fois vieux et moderne. On remplace de temps en temps les anciennes machines par des machines plus modernes.

Au contraire, les bâtiments anciens de Notre-Dame ont été détruits pendant les bombardements de la deuxième guerre mondiale. Par conséquent, on les a remplacés par de nouveaux bâtiments. Notre Dame est vraiment une école assez moderne. A Notre-Dame se trouve une chapelle assez originale. Construite dans un style moderne, elle a des lignes simples et pures.

Bien que ces deux écoles soient libres, elles doivent suivre le programme d'instruction de l'enseignement public en France. Les examens probatoire et baccalauréat, par exemple, sont les mêmes examens pour les lycées publics et libres. Par conséquent, l'enseignement français, soit libre soit public, reste le même partout.

- - - - -

OBJET de l'ENQUETE : Les Loisirs

Participants : Mlle Struble.

M. Blume.

M. Côté.

M. King.

M. Moutain.

M. Treisman.

Directeur d'Etudes : Soeur Mary-Henry.

Une première impression des stagiaires qui entreprennent l'été une enquête portant sur les loisirs, c'est que ces loisirs ont effectivement éloigné de Rennes toutes les personnes qu'il faudrait interviewer à ce sujet. Heureusement, ce n'est qu'une première impression, car de nombreuses personnes nous ont aidés. Nous tenons tout d'abord à exprimer notre sincère reconnaissance à tous et en particulier à Monsieur Michel Phlipponneau, Directeur du Comité d'Etude et de Liaison des Intérêts Bretons; Monsieur Patrick Lenaître, Président du Comité de Liaison et de Mouvements de Jeunesse et d'Education Populaire; Monsieur Gallès, Directeur de l'Auberge de la Jeunesse; Monsieur Bougouin, Directeur Programmateur du Groupement des Associations des Salles Familiales de l'Ouest; Monsieur Monpert et Mlle Thräenn du Club des Cinéastes Amateurs de Rennes; Monsieur Quenton, Adjoint au Directeur des Centres Aérés; et Monsieur Ghéhenno, Assistant Social à Maurepas.

Un premier entretien nous a donné une idée de la situation actuelle, à savoir la présence de 50.000 jeunes de moins de 25 ans en 1963, dont 40.000 environ de 7 à 24 ans. Les organisations de jeunesse de la ville de Rennes ont à faire face à ce problème et cela nous a amenés à consacrer la première partie de notre étude, nécessairement très limitée, aux loisirs tels qu'ils sont conçus et proposés par certaines organisations. Nous passerons ensuite à nos observations sur des passe-temps moins susceptibles d'un classement méthodique et nous tâcherons enfin de tirer des conclusions conformes aux thèmes de

nos enquêtes : la part de la tradition, la métamorphose, et la conscience d'une métamorphose.

* * *

Loisirs et Organisations.

Aux 33 organisations de jeunesse groupées au sein du CLOJEP, il faudrait, pour connaître toute l'étendue des loisirs organisés et l'ensemble des organisations, ajouter les "patros", les clubs de jeunes, et une variété d'autres groupements qui influencent les loisirs. Nous n'en considérerons qu'une partie très restreinte, celle qui répond aux centres d'intérêt des membres de l'équipe, et nous prendrons comme point de départ un mouvement mondial et pourtant français, le scoutisme.

En France, un commissaire sur le plan national et des directeurs régionaux assurent des liaisons entre groupes divers pour faciliter certaines activités. Pour les garçons et les jeunes filles catholiques, il y a les scouts de France et les guides de France dont les animateurs sont le plus souvent de jeunes prêtres ou des séminaristes. D'autre part, les éclaireurs et les éclaireuses (avec groupes mixtes pour les moins jeunes) sont organisés en groupes protestants, Israélites et laïques. Bien sûr, les petits ont leurs groupes de louveteaux. Le mouvement scout constitue un effort pour enrichir la personnalité des jeunes de certaines valeurs essentielles à la vie afin que, ayant atteint l'âge adulte, le scout puisse faire face aux responsabilités et aux problèmes qui se présenteront. Tel est le but; mais pour le réaliser, que fait le scout ? Il participe à une vie communautaire pour mieux saisir l'esprit du travail en équipe, le sens de l'effort collectif permettant d'atteindre des buts inaccessibles à une personne seule. Le programme comprend, bien entendu, le camping, des voyages en groupe, des "raids", des concours sportifs et des jeux.

Malgré l'évidence d'une excellente organisation, le scoutisme en France est confronté à de graves problèmes. Par exemple, le pourcentage des jeunes qui en font partie réellement n'est pas élevé, bien que le mouvement soit assez vivant pour ceux qui y appartiennent. Est-ce un esprit d'indépen-

dance qui fait obstacle ? Il doit y avoir plusieurs raisons pour expliquer par exemple que dans toute la France il n'y ait que 60.000 guides. La plus importante est peut-être d'ordre financier. Tandis que les colonies de vacances sont subventionnées par l'Etat, les parents des scouts doivent faire tous les frais pour les camps, les uniformes, et le reste. Il en résulte que seuls les enfants d'un certain niveau socio-économique font partie des "scouts", ce qui d'ailleurs ne paraît pas déplaire à leurs parents. Il y a aussi une raison psychologique : après l'âge de 14 ou 15 ans, très peu de garçons continuent à participer au mouvement. Un garçon de 16 ou 17 ans qui est scout passe pour naïf ou enfantin. Certains scouts n'aiment pas l'uniforme, surtout les culottes courtes qui, dit-on, leur donnent un complexe.

Le scoutisme français est actuellement en train de changer. Les activités des scouts seront plus utilitaires qu'autrefois. Il existe dans les Alpes des camps pilotes où les nouvelles techniques sont mises au point. Au lieu de planter une croix au sommet d'une montagne, le scout de demain préférera construire un pont dans la vallée. Un changement radical de l'uniforme traditionnel s'opère également. La chemise kaki, les culottes courtes bleu marine et les chaussettes seront remplacées par un pantalon long beige clair, une chemise rouge vif, tandis que le foulard disparaîtra. Il restera toujours la difficulté de trouver des animateurs qui disposent du temps et de l'énergie qu'exige un changement de programme, car en France on préfère que les animateurs soient des professeurs et des étudiants.

Par opposition aux camps des scouts il y a les Auberges de Jeunesse qu'un membre de notre équipe a pu étudier en visitant l'une d'entre elles. En ce qui concerne les locaux, comment se présentent-ils ? Dans des dortoirs séparés, les uns réservés aux filles, les autres aux garçons, sont rangés, comme dans une caserne, des lits de fer qui paraissent confortables sinon luxueux. Des douches et des toilettes convenables témoignent d'une grande attention pour le voyageur. Une grande cuisine munie de plusieurs tables fournit aux jeunes gens un endroit où ils peuvent préparer et prendre leurs repas. Pour jouer au ping-pong et à d'autres jeux, pour regarder la télévision ou voir un film, ils peuvent se servir d'une grande salle de récréation. Une petite bibliothèque où l'on peut s'installer confortablement invite au plaisir de lire; on n'y trouve que des romans d'une lecture facile.

Enfin, on peut garer les vélos et les bicyclettes dans la cour.

Du point de vue de l'organisation, les Auberges de Jeunesse offrent des aspects bien intéressants. L'association française est liée à des organisations analogues en Europe occidentale et dans les pays d'Afrique, d'Asie, d'Australie et du Nouveau Monde. Avec une carte d'identité de n'importe lequel de ces pays, on peut passer jusqu'à trois nuits successives à l'Auberge, et les personnes qui se sont inscrites pour une activité culturelle locale peuvent rester pour la durée de cette activité.

Le but de cette organisation est triple : 1) développer le tourisme en France et faciliter les voyages pour tous les jeunes entre 15 et 30 ans; 2) fournir l'occasion de rencontres entre les gens de différents départements français et de différents pays; 3) répandre le goût des activités culturelles dont la liste fort longue comprend : le cercle de lectures, la photographie, la danse folklorique, le chant, la musique, le cinéma, la céramique, le stage de week-end, les techniques audio-visuelles, les randonnées. L'Auberge est toujours ouverte pour recevoir les "ajistes". A Rennes cette année, il y a eu beaucoup d'Américains, d'Italiens, d'Allemands, d'Anglais, de Hollandais, d'Africains et, naturellement, de Français. Pour tous les pays abonnés à ce système, il y a des guides imprimés à l'intention des ajistes. En France, la redevance n'est que de 3 Fr la nuit, mais les auberges reçoivent des subventions du Gouvernement français et de la municipalité.

Le cinéma représente le troisième domaine où nous avons aperçu l'influence des mouvements organisés. De plus en plus les jeunes en France fréquentent le cinéma sans être accompagnés d'adultes et sans que la formation du jugement, en matière de film, ait été assurée. Malgré une certaine préférence pour les "Westerns", nous a-t-on dit, ils sont capables, affinant leurs goûts, d'apprécier des films d'un plus haut niveau culturel. Pour les former dans ce domaine, il existe deux mouvements : le ciné-club - qui n'a qu'un but culturel, préparer les spectateurs, présenter un film et ensuite le discuter à peu près sur tous les plans - et les Salles Familiales dont nous avons visité le siège à Rennes. Le GASFO exerce son influence au moyen de trois fonctions :

- 1.- Examiner les films pour ce qui concerne le code moral. Les responsables se réservent le droit de refuser un film qui ne rentre

pas dans le cadre du code. Le véritable problème est d'atteindre les metteurs-en-scène avant la production du film, car l'influence du GASFO ne touche actuellement que les films déjà produits et distribués.

2.- Gérer une entreprise commerciale, un cinéma, qui sur les plans syndical et commercial marche comme tout autre cinéma, avec des recettes considérables et en même temps une plus grande liberté dans le choix des films que d'autres salles de cinéma. Sur plus de 2.000 salles dans toute la France il y en a 326 dans la région de Rennes qui fournissent 36 % des recettes de toutes les salles. Dans les petits villages où les salles ne sont ouvertes que deux ou trois jours par semaine, la responsabilité est assurée par des collaborateurs bénévoles. Par contre, dans les grandes villes, les directeurs et le personnel sont des salariés, bien payés. Les adhérents au GASFO paient la cotisation en fonction des recettes.

3.- Former et améliorer le goût du public. Un moyen de le faire, c'est de mettre au programme un film d'un niveau culturel élevé (par exemple, le film japonais L'Ile Nue) tout en y préparant les spectateurs.

Autre loisir d'ordre cinématographique : créer des films. Au cours d'une séance du Club des Cinéastes Amateurs à Rennes, plusieurs membres du club ont montré les films qu'ils ont eux-mêmes conçus, préparés, filmés, édités et sonorisés et qui deviennent, dans les séances ordinaires du Club, des sujets de discussions critiques mais surtout, paraît-il, des occasions de compliments. Ces films sont présentés également au cours de séances régionales, nationales et internationales, aux groupes locaux tel que le Touring Club de France, ou aux visiteurs officiels tels que les stagiaires américains d'un Institut NDEA ou les jeunes Allemands actuellement en séjour d'échanges culturels à Rennes. D'importants prix de concours ont été décernés à certains films. Lors de notre séance nous avons pu constater deux choses surtout :

1) La qualité des films, sur les plans de la technique, de composition, de fond, n'est pas indigne de professionnels, et 2) ces films mettent en valeur les beautés de la France (surtout la Bretagne). Riches des différents aspects de la culture française, ils pourront ainsi sauver de l'oubli les arts et les

métiers en voie de disparition.

Relever et préserver les valeurs culturelles bretonnes, c'est également le travail des cercles folkloriques. Des visites à plusieurs cercles, l'assistance aux fêtes folkloriques, et des conversations particulières avec un grand nombre de jeunes nous ont fourni une abondante documentation ainsi que des conclusions importantes d'ordre social et culturel sur une activité de loisir très caractéristique de la Bretagne. Les danses, basées le plus souvent sur la gavotte, se sont développées sur des airs de danses rurales et des divertissements courtois (Henri IV dansait des danses bretonnes). Si les premières furent surtout gaies et vives, elles ne sont pas seulement des divertissements mais des danses à signification religieuse ou cérémoniale. Chaque danse traduit d'une façon ou d'une autre la vie quotidienne de l'homme, sa communauté, ses sentiments; en observant les danses nous avons l'impression que les danseurs se perdent dans l'émotion de la danse. La bombarde, une sorte de hautbois rudimentaire, et le biniou, sonnant des modes mineurs, communiquent une sorte d'exaltation à ceux qui les entendent. Les danses suscitent une conscience collective, car par elles les Bretons se sentent membres d'une famille, d'une paroisse, presque d'un clan. C'est pourquoi elles sont inséparables des importantes réunions, tels que les pardons, les noces et les travaux collectifs. Beaucoup constituent aussi une démonstration de force, de résistance, d'agilité et d'adresse. La danse est parfois un sport, car il y a traditionnellement des concours de danses dotés de prix, des rubans et des mouchoirs de couleur pour les femmes, du tabac pour les hommes. Pour tous c'est l'occasion de mettre les beaux habits, et pour une jeune fille, sa qualité de bonne danseuse l'aide beaucoup à trouver un mari. La danse peut être aussi un simple divertissement ou, pour les ruraux, une détente après de durs travaux.

Avec la guerre de 1914 et le début de l'époque contemporaine, la danse bretonne se dépouilla peu à peu de ses significations originelles et de sa valeur sociale. L'exode des jeunes campagnards vers les villes et les mariages au dehors rompirent l'unité de la famille. Plus de grandes noces, plus de danses. La radio apporta aussi d'autres chansons, celles de l'Amérique du Nord et de l'Amérique latine. En même temps, pourtant, l'organisation

des cercles celtiques dans de nombreuses villes bretonnes a créé des compagnies de jeunes qui apprennent les anciennes danses de chez eux ainsi que des danses folkloriques d'autres régions françaises et même de pays étrangers. Ces compagnies feront sûrement renaître l'enthousiasme pour les danses, mais on craint aussi que la danse bretonne ne se réduise à un spectacle. Parmi le grand nombre de cercles folkloriques à Rennes, six sont assez importants; en Bretagne il y en a à peu près 120 mais leur nombre grandit chaque année. Les cadres de ces organisations ne sont pas payés mais ils sont très fiers de leurs activités : des cours de biniou et de bombarde, des répétition de danses et même des cours de langue bretonne. Leur but est double : 1) l'éducation des jeunes par de bonnes organisations de jeunesse; et 2) un effort pour l'entretien et l'enrichissement du folklore breton. On peut dire en conclusion que si les jeunes filles ne mettent plus la coiffe tous les jours et si les garçons ont abandonné le "Chupenn" pour le prêt-à-porter, des milliers d'entre eux dansent la gavotte, jouent de la cornemuse, apprennent la langue bretonne, et essayent de faire s'accorder la bombarde et la guitare.

Tout ce que nous avons appris par ce contact limité avec des mouvements organisés se trouve confirmé par une visite au centre social d'un grand ensemble, Maurepas, où le problème des loisirs est abordé par son côté humain. Il ne s'agit pas d'un programme de loisirs imposé par un directeur. Au contraire, il y a eu un effort consciencieux pour trouver les centres d'intérêts des habitants et pour attirer des animateurs issus de la population même, les soutenant le plus possible mais leur laissant toujours une grande liberté de mouvement. Le programme d'activités animées par ces habitants reflète la diversité des programmes déjà lancés dans la ville de Rennes et dans la province.

Loisirs divers.

Avant d'aborder des observations plus générales, nous traiterons d'un passe-temps qui intéresse particulièrement un membre de notre équipe et qui nous semble bien enraciné dans la vie française : la pêche à la ligne. La pêche à la ligne consiste, selon sa définition, "à attraper les poissons en

employant un hameçon et une ligne, avec ou sans canne, mais toujours sans filet".

Le permis vaut pour un an dans les limites du département. Le timbre ordinaire (obligatoire) permet au pêcheur d'employer trois lignes, soit flottantes, soit plombées. L'emploi des cannes, et l'emploi même d'un moulinet, à condition de ne servir qu'au lancer de la ligne vers un endroit choisi de la rivière, sont autorisés. Mais toute utilisation d'un moulinet avec mouvements d'envoi et de retraite continuels exige l'acquisition d'un timbre supplémentaire.

Dès l'âge de seize ans, le pêcheur doit être muni d'un permis bien que l'enfant puisse se servir d'une des lignes autorisées par le permis de son père, le père étant toujours responsable de ce que fait son fils. Dans le département d'Ille-et-Vilaine, on compte 40.000 pêcheurs à la ligne par année ; à peu près un tiers de la population de Rennes va à la pêche le dimanche. Certains font du camping pour mieux se livrer aux plaisirs de la pêche, mais pour beaucoup le camping, qui permet des changements fréquents de lieux, se suffit à soi-même.

Quant à la pêche elle-même, les cours d'eau sont classés en deux catégories selon l'espèce de poisson qui prédomine, les salmonidés, ou les cyprinidés. Les espèces les plus recherchées sont les diverses espèces de saumon et de truite. On peut cependant attraper des aloses, des anguilles, des lamprois, des brochets, des bars, des carpes, des perches et des black bass. Au Boulet, près de Feins, à environ 25 kilomètres au nord de Rennes, on élève les alevins de truites et de blancs (350.000 par an), et à Galaché on élève des alevins de truites (100.000 par an).

S'il est vrai qu'un tiers de la population de Rennes va à la pêche le dimanche, il est aussi indéniable qu'une grande variété d'autres loisirs anime le dimanche en Bretagne. L'étranger qui voyage en Bretagne le dimanche a l'impression que tout le monde est dehors. En principe, les magasins sont fermés, sauf dans un centre de tourisme comme le Mont St-Michel ou à Quimper pendant les fêtes de Cornouaille. Dans un village breton, vers dix heures et demie du matin, à la sortie de la messe, les gens, en habits du dimanche, s'entretiennent en petits groupes. On dit souvent que seuls les

femmes et les enfants assistent à la messe, tandis que les hommes se rassemblent à l'auberge; en Bretagne, cependant, on voit beaucoup d'hommes qui sortent de l'église, causent ensemble pendant un quart d'heure et se dirigent ensuite vers le café. Parfois, au moment même de la sortie de la messe, on entend, du côté du centre du village, la musique aiguë et gaie d'un disque populaire. C'est une fête foraine qui appelle les enfants et les jeunes aux distractions d'une balançoire mécanique, d'un carrousel à petits avions, aux jeux de chance dont les prix sont, soit une poupée en costume breton des temps anciens, soit une bouteille de vin.

Le voyageur du dimanche qui compte s'arrêter pour déjeuner dans un hôtel de village risque de trouver la salle à manger déjà bordée d'habitants locaux; si, au contraire, il préfère pique-niquer le long de la route ou dans un joli bois, il s'aperçoit vite qu'il n'est pas le seul à avoir eu cette idée; il verra des familles de trois à cinq personnes mangeant en plein air des sandwiches au jambon, des tomates à la mayonnaise, du vin rouge, du fromage, et des gâteaux bretons.

Le dimanche après-midi, on voit souvent sur la place d'un village un jeu de boules. Si un appareil de télévision fonctionne à la vitrine d'un magasin, des petits se serrent sur le seuil de la porte pour regarder. Peut-être, comme le dit la chanson, "les enfants s'ennuient-ils le dimanche". Sur les routes, cependant, la circulation augmente. On remarque que les piétons, nombreux près des petits villages, avancent du même côté de la route que les voitures, et non pas sur le côté opposé comme aux Etats-Unis. S'il n'existe pas de piste cyclable en bordure de la route, des bicyclettes et des motos se fauillent entre les voitures. De temps en temps une bicyclette ou une voiture de bébé attachée sur l'impériale d'une auto révèle des vacanciers probablement en route vers la mer ou leur maison de campagne. Il arrive même, mais rarement, qu'on voie une voiture remorquant un canot automobile.

Quelquefois, en traversant un petit village, on voit des musiciens en train de se mettre en ligne pour un défilé. Il se peut qu'il y ait dans les rues des sapins ornés de roses en papier ou de banderoles tricolores. C'est sans doute une fête locale. Les pardons, fêtes religieuses caractéristiques de la Bretagne, attirent toujours beaucoup de monde. Souvent, mais pas

nécessairement, ils ont lieu le dimanche. Il y a, par exemple, le pardon de Sainte-Anne à Sainte-Anne d'Auray, et le pardon de la mer à Granville. Chantant des cantiques, les gens du village défilent derrière des statues de saints et des bannières ecclésiastiques. La cérémonie religieuse terminée, il y aura une fête foraine, avec ses baraques, ses marchands de cacahuètes et de barbe à papa, peut-être même son manège de chevaux de bois. En plus des fêtes religieuses, les plus nombreuses, il en est d'autres comme la Fête des mouettes à Douarnenez, la Fête des filets bleus à Concarneau, et la plus belle des fêtes bretonne, la Fête de Cornouaille à Quimper. Elle dure quatre jours et s'achève toujours un dimanche. Ce jour là des véhicules particuliers, des trains spéciaux, des autocars venus de toute la Bretagne et même d'au delà convergent sur Quimper pour une fête folklorique unique en son genre.

Cette évocation du dimanche en province, et plus particulièrement en Bretagne, nous semble résumer une admirable diversité de loisirs.

CONCLUSION

Nos expériences et nos observations au cours de cette enquête nous amènent à certaines conclusions, toujours susceptibles de révision, car notre expérience est limitée. Nous croyons voir d'abord la persistance des loisirs traditionnels dans l'intimité de la famille ou du petit quartier. Il n'empêche que les Rennais en particulier et les Français en général s'ouvrent quand même à un programme assez riche de loisirs organisés.

Nous avons vu le signe d'une grande stabilité dans la persistance des passe-temps traditionnels et régionaux, l'importance de la pêche à la ligne, par exemple, dans une région où l'industrie de la pêche est assez importante. Ensuite, nous avons remarqué la conscience d'un changement qui s'opère : l'évolution du scoutisme en étant un bon exemple. Mais elle n'exclut pas la volonté consciente de préserver certaines valeurs, surtout les traditions folkloriques qui risquaient de se perdre. Enfin, nous avons observé le développement d'un loisir spécifiquement contemporain : le club des cinéastes amateurs qui, lui aussi, tout en s'écartant des loisirs traditionnels, joue son rôle dans la défense et la valorisation d'une culture traditionnelle.

OBJET de l'ENQUETE : Médecins et Malades

Participants : Mme Harriett Abell.

M. Lawrence Achorn.

M. Charles Baker.

Soeur Agnès-Thérèse Frecker.

M. Isaac Mapp.

M. André Marion.

Directeur d'Etudes : M. Ross.

Les stagiaires qui ont choisi "La Médecine" comme sujet d'enquêtes voudraient apporter dans le rapport qui suit quelques précisions sur l'organisation hospitalière française vue à travers les "interviews" qui leur ont été aimablement accordées par le personnel médical de Rennes. Si les visites faites à Rennes nous ont permis d'obtenir des renseignements d'ordre général sur la structure hospitalière en France, la connaissance du système médical propre à la ville de Rennes constituait notre objectif principal. Le groupe devait donc examiner séparément les divers services médicaux tout en cherchant à définir la part de chacun d'entre-eux dans le système sanitaire. C'est un projet ambitieux, quelquefois difficile, toujours intéressant. Le programme d'enquêtes comprenait une visite à l'Hôtel-Dieu et une visite à Pontchaillou, les deux grands hôpitaux de Rennes. Puisque l'hôpital de Pontchaillou englobe plusieurs centres spécialisés, les stagiaires ont pu visiter le centre anti-cancéreux, le centre de poliomyélite aussi bien que le centre de pédiatrie. Ces enquêtes ont été complétées par une visite à une clinique privée, une visite aux bureaux de la Caisse Primaire de Sécurité Sociale et une visite chez un pharmacien de quartier.

Nous avons eu des entretiens avec les responsables de la Santé Publique dont les noms suivent :

Monsieur le docteur Leroy : directeur du Centre de Poliomyélite Pontchaillou.

Monsieur Thébault : directeur Centre Hospitalier Régional, Hôtel-Dieu

Monsieur le docteur Guelfi : directeur Centre Anti-Cancéreux, Pontchail-
lou.

Monsieur le docteur Raveleau : Centre Anti-Cancéreux, Pontchaillou

Madame le docteur Pichot-Janton : Centre de Pédiatrie, Pontchaillou

Monsieur Guillard : Médecin Conseiller Sécurité Sociale, Hôtel-Dieu

Monsieur Blandin : Directeur Caisse Primaire de Sécurité Sociale

Monsieur Ollivier : pharmacien

Soeur Sébastien-Marie, Clinique de la Sagesse

LES HOPITAUX

Le Centre hospitalier régional (C.H.R.) de Rennes comprend deux établissements au sein de l'agglomération rennaise, l'Hôtel-Dieu dont la construction remonte à plus d'un siècle situé au nord du quartier central de la ville et Pontchaillou dont la construction a commencé vers 1900 situé au nord-ouest du même quartier.

A l'Hôtel-Dieu le groupe fut reçu par M. Thébault directeur général des services hospitaliers de Rennes et ses adjoints qui eurent la bienveillance de répondre aux questions posées par les membres du groupe. M. Thébault précisa d'abord que le directeur général est à la tête d'un secteur qui dessert toute la Bretagne à l'exception du secteur de Nantes. Il y a une vingtaine d'années l'hôpital faisait fonction dans une large mesure d'oeuvre charitable. On y recevait surtout les indigents incapables d'obtenir les services médicaux à domicile; des religieuses comme les médecins en assuraient le fonctionnement par leur dévouement gracieux. Or, de 50 lits, l'hôpital de l'Hôtel-Dieu est passé à 500 lits. Il y a aussi l'hôpital de Pontchaillou où l'on termine une construction moderne et importante qui complètera l'ensemble des bâtiments déjà en service et qui sera le centre régional universitaire de Rennes. Le service hospitalier se développe considérablement en fonction du développement économique social et universitaire de Rennes et de la Bretagne. Il faut préciser que dans une ville universitaire le personnel médical est directement lié à la Faculté de Médecine et par conséquent au Ministère de

l'Education Nationale. Il sera donc influencé par les réformes au niveau national et universitaire. Ainsi les étudiants en médecine après un an de Propédeutique et deux ans d'études à la Faculté doivent entrer pour 3 ans dans un service hospitalier. Ils sont attachés aux différents chefs de service qui pour la plupart sont professeurs ou le deviendront. Il est intéressant aussi de noter que les professeurs attachés aux hôpitaux abandonnent toute clientèle de caractère privé. Les professeurs de médecine sont aidés par des internes (50 à l'Hôtel-Dieu) qui y demeurent en permanence dans les différents services assurant les cas d'urgence.

A l'Hôtel-Dieu l'équipement de laboratoire de chirurgie est en tout point conforme à la technique moderne. On a transformé les salles-dortoirs en chambres privées et on a multiplié le nombre des infirmières. Les services d'infirmières qui avaient été autrefois assurés par des religieuses le sont de plus en plus par des infirmières laïques. Le recrutement des infirmières qui se heurte à de grandes difficultés à travers toute la France poserait moins de problèmes à Rennes grâce à une excellente formation locale. Et ceci en dépit du fait des salaires assez bas, de journées de travail longues et pénibles, alors que pour l'ensemble des autres professions les salaires et les heures de loisir ne cessent d'augmenter.

A tous les points de vue l'hôpital qui faisait fonction d'oeuvre charitable autrefois joue aujourd'hui un rôle beaucoup plus considérable tant au niveau local qu'au niveau national. Les malades de toutes conditions sociales s'y rendent pour bénéficier d'une médecine de plus en plus complexe, technique, et scientifique. Comment trouver les fonds nécessaires à la gestion de ces établissements qui deviennent de plus en plus nombreux et spécialisés. L'analyse du système de la Sécurité Sociale fournit une réponse à cette question. La "Sécurité Sociale" est administrée par une organisation indépendante de l'Etat. Elle perçoit une cotisation de 6 % sur le salaire ouvrier et de 18 % sur le revenu du patron. Elle rembourse jusqu'à 80 % les frais hospitaliers ou pharmaceutiques. La Sécurité Sociale dispose ainsi de revenus importants prélevés sur les revenus nationaux. L'Etat l'oblige alors à subvention-

ner l'Assistance Publique en contribuant pour un certain pourcentage à la construction de nouveaux hôpitaux ou à l'équipement de ceux-ci. La Sécurité Sociale peut ainsi attirer les médecins vers les hôpitaux qui sont maintenant des établissements rentables, où les praticiens trouvent aussi un équipement moderne. La Sécurité Sociale ouvre à toutes les classes sociales la possibilité d'obtenir les soins médicaux qui leur sont nécessaires.

Il est intéressant de se rappeler que d'excellents médecins abandonnent souvent une clientèle privée pour prendre la direction des services dans les hôpitaux dirigeant en même temps des internes et des étudiants dans ces différents services. L'unité hospitalière doit profiter de cette évolution récente et il semble qu'à une époque où les progrès scientifiques prennent une importance démesurée les administrateurs hospitaliers, les médecins, les administrateurs de la Sécurité Sociale et enfin les étudiants en Médecine joignent tous leurs efforts pour assurer aux malades les soins, le confort, l'attention personnelle à laquelle ont droit tous ceux qui souffrent.

LA CLINIQUE

La clinique est un service hospitalier où les malades peuvent se faire soigner directement par un médecin sans l'intermédiaire d'internes ou d'étudiants. Du point de vue financier, la clinique fixe ses prix et n'a pas, comme l'hôpital privé, à se conformer au prix déterminé par l'Etat. Les malades, en plus des frais d'hospitalisation qu'ils règlent à la clinique, versent directement les honoraires médicaux aux praticiens choisis, après entente directe avec ceux-ci, dans la limite des tarifs applicables aux assurés sociaux. Les praticiens doivent verser à la clinique une redevance égale à 10 % de ces honoraires, destinée à l'amélioration technique de l'hôpital.

La clinique ne comprend que deux services : la maternité et la chirurgie générale.

Il est généralement admis que dans le passé beaucoup de Français ont préféré la clinique à l'hôpital public. La raison en est probablement que jusqu'à ces dernières années, comme nous l'avons déjà indiqué, l'hôpital public était un établissement de charité, qui n'avait pas l'équipement nécessaire. Il est évident qu'à brève échéance, l'hôpital public, lorsqu'il aura réalisé ses projets de construction, ne le cédera en rien à tout autre établissement.

LA PHARMACIE

La pharmacie traditionnelle en France, c'est l'officine classique dans laquelle un pharmacien, unique propriétaire, exerce son art. Tout d'abord, l'exercice de la pharmacie est réservé aux seules personnes titulaires du diplôme de pharmacien.

Après son baccalauréat, on doit faire un stage d'un an dans une officine de pharmacie sous la direction d'un pharmacien. C'est pendant ce stage qu'on apprend à faire les préparations, des plus ordinaires aux plus spéciales et aux plus délicates, et à servir la clientèle. Pendant ce stage l'étudiant est considéré comme partie du personnel, mais il ne reçoit aucune rémunération. A la fin de l'année il passe un examen qui lui donne le droit d'entrer à la Faculté de Pharmacie. A la fin de la 4^{ème} année il doit passer 3 examens : sciences naturelles, physique et chimie, et sciences pharmaceutiques. La réussite à ces examens lui donne le titre de pharmacien. Mais il peut continuer ses études et se spécialiser pour devenir ^{soit} pharmacien d'officine, soit pharmacien d'industrie, soit pharmacien d'hôpital, de laboratoire ou de services militaires. Il peut encore, s'il le veut, préparer l'agrégation de pharmacie afin de devenir professeur. Cependant, il ne peut exercer la pharmacie avant l'âge de 25 ans.

Au cours de ses études, il peut faire de l'internat. Après un examen, il entre dans un hôpital où il aide le pharmacien en chef et ses services sont rémunérés.

La pharmacie en France distribue uniquement des produits pour la santé et l'hygiène. Cependant, le pharmacien vend aussi quelques produits de beauté. En France il y a une pharmacie pour trois mille habitants. S'il n'y a pas de pharmacien dans un petit village, le médecin peut distribuer les médicaments à condition d'en avoir obtenu la permission à la sous-Préfecture.

Dans l'officine, le pharmacien emploie des préparateurs qui passent les examens du Certificat d'Aptitude Professionnelle (C.A.P.) et du Brevet Elémentaire Professionnel. Ils sont alors certifiés comme praticiens.

La Pharmacie en France est très bien contrôlée. Un inspecteur qui dépend du Ministère de la Santé visite régulièrement l'officine. C'est à

lui de déterminer si les conditions sont bonnes, si les préparations et les spécialités sont composées par des personnes compétentes. Il vérifie qu'elles ont été délivrées sur ordonnance médicale. Un registre spécial permet de contrôler l'usage des stupéfiants. Ces derniers sont classés en trois catégories selon leur degré de toxicité. Même les moins toxiques ne peuvent être distribués sans l'ordonnance du docteur.

Les pharmaciens se groupent en syndicats départementaux réunis en un Syndicat National du Ministère de la Santé dont le siège est à Paris. Le Conseil de l'Ordre Pharmaceutique est représenté en Bretagne comme dans chaque région de France. Il a le devoir de faire respecter la moralité du pharmacien. Il peut prendre des sanctions : infliger un blâme; interdire d'exercer à l'officine durant huit jours, ou quinze jours, ou plus.

Dans la pharmacie comme dans tous les domaines de la vie rennaise, on parle des changements en cours, ou à venir. Il est question à présent d'intégrer aux études proprement universitaires, l'année préparatoire que l'étudiant passe aujourd'hui dans l'officine du pharmacien avant d'entrer en Faculté.

Certaines grandes entreprises industrielles possèdent leur pharmacie, dont le pharmacien n'est qu'un employé de l'industrie. Les produits sont délivrés gratuitement à tout le personnel grâce aux cotisations patronales et ouvrières. Il est facile de voir que ceci peut devenir une menace pour le pharmacien d'officine qui perd ainsi sa clientèle ouvrière.

Si à l'Hôtel-Dieu et à Pontchaillou nous avons admiré l'organisation technique et administrative des hôpitaux, nous avons été surtout étonnés par la personnalité des médecins que nous y avons rencontrés. Au centre anticancéreux Eugène Marquis, au Centre de Poliomyélite comme au Pavillon de la Pédiatrie et à la Clinique de la Sagesse nous avons remarqué un souci profond du caractère humain du malade. Nous avons été sensibles à un humanisme qui s'harmonise à la recherche scientifique médicale. Nous garderons par exemple un souvenir vivant de l'attention accordée au problème de la réhabilitation physique et morale du malade. A notre époque atomique il est réconfortant de

constater la peine et l'enthousiasme avec lesquels on essaye de parer aux déficiences physiques par une amélioration des connaissances intellectuelles. A ce sujet, on organise à Ponchaillou des cours de télévision, le Baccalauréat devient à la portée de tous, on prépare aux études électroniques et à la licence en mathématiques.

D'autres innovations encore : conscient de la complexité et de la spécialisation de la science médicale, on prend l'initiative de grouper sous une seule autorité les services de diagnostic de radiologie, de chirurgie ce qui permet une décision à la fois efficace rapide et complète. Ailleurs, on trouve un service destiné à doubler le nombre d'infirmières en recrutant pour les salles d'hôpitaux des aides-infirmières, appelées filles de salle. On permet aux plus dévouées, à celles qui manifestent le plus d'intérêt pour ce métier, de poursuivre leurs études tout en recevant un salaire. Au bout de deux ans elles pourront se présenter à l'examen d'Etat pour devenir à leur tour infirmières.

Certes, il ne nous est pas possible ici d'expliquer avec exactitude toute la complexité de l'organisation médico-hospitalière à Rennes, mais grâce à la patience et à la gentillesse des médecins avec qui nous avons eu l'honneur de nous entretenir, nous partirons en gardant la très vive impression d'un effort gigantesque de réorganisation technique et scientifique; la coordination des services de sécurité sociale, des services hospitaliers, et universitaires groupés en un seul service régional en est un symbole tangible. Métamorphose, réorganisation consciente, à une époque de perfectionnement technique, mais métamorphose qui demeure fidèle aux traditions d'humanisme français. Au contact des médecins français nous avons pu constater que la connaissance si scientifique soit-elle, demeure soumise à la conscience de l'homme.

* * *

OBJET de l'ENQUETE : Les Services chargés de l'Ordre Public à RENNES.

Participants : Mme Wanda Catura

Mlle Lorena Dutelle.

Mlle Frances Martin.

M. Homer Story.

M. George Noonan.

M. Peter Norris.

M. Carmelo Pergolizzi.

Directeur d'Etudes : M. Ross.

Le groupe qui s'intéressait à l'Ordre Public cherchait des renseignements sur le système judiciaire en France et sur les fonctions des divers services policiers. Il voulait en même temps essayer de déterminer l'étendue et la gravité de la criminalité à Rennes. Cette enquête nous a permis des "interviews" très intéressants avec des juges, des avocats, des chefs de sûreté et aussi avec les principaux responsables du maintien de l'Ordre Public à Rennes. Nous avons pu assister à une séance du tribunal correctionnel et nous avons eu la permission de visiter St-Cyr. Nous avons eu des entretiens avec les personnalités dont les noms suivent :

- | | |
|---------------------|-----------------------------|
| - M. GARNIER | Avocat Général. |
| - M. LELION | Juge d'Instruction. |
| - M. JARRY | Juge des Enfants. |
| - M. JUDGE | Chef de la Sûreté. |
| - M. KERVENO | Commissaire de Police. |
| - M. KECGNARD | Substitut de la République. |
| - Sr Marie de Jésus | Directrice de St-Cyr. |
- - - - -

Schema Sommaire de la Structure Judiciaire.

L'Organisation judiciaire a été créée par Napoléon en 1810, et dans l'ensemble elle est restée telle qu'elle était à cette époque.

Au sommet, il y a la Cour de Cassation à Paris. Cette Cour vérifie à la demande des plaideurs ou de la justice, si les décisions prises par la cour inférieure n'impliquent pas de fausses interprétations du droit. A la différence de la Cour Suprême des Etats-Unis, la Cour de Cassation ne juge pas. Si elle estime qu'il y a des violations ou de fausses interprétations, elle renvoie l'affaire à une cour inférieure pour qu'elle y soit jugée de nouveau. Cette cour est compétente en matières criminelles, civiles et commerciales. Dans la Cour de cassation, comme dans tous les tribunaux de la France, il existe deux hiérarchies parallèles. Il y a d'un côté les présidents de chambre, c'est-à-dire les magistrats du siège qui jugent et, de l'autre, il y a les membres du parquet qui sont des magistrats sous les ordres du procureur général (District Attorney aux Etats-Unis.). Les membres du parquet donnent leur avis pour éclairer les magistrats du siège.

Ensuite, il y a la Cour d'Appel. La France en a 27, dont une, la Cour d'Appel de Rennes dessert les trois millions d'habitants de Bretagne. Cette Cour a la même organisation que la Cour de Cassation, en ce sens qu'il y a d'un côté les présidents de chambre et de l'autre les membres du parquet. La Cour d'Appel se compose de plusieurs chambres, chacune ayant des activités différentes : la chambre correctionnelle, la chambre commerciale et la chambre des loyers. Le Président de chaque chambre a des conseillers (juges aussi) sous ses ordres. C'est lui qui prend les décisions après avoir écouté l'avis du parquet. Le parquet joue aussi un rôle qui ressemble à celui de District Attorney chez nous. Sa fonction est de sauvegarder les droits du peuple. Tout citoyen peut s'adresser à lui, pour redresser des torts.

La Cour d'Assises s'occupe uniquement des affaires criminelles, c'est-à-dire des violations les plus graves de la loi morale ou civile. Cette cour est présidée par ^{un} juge supérieur, qui a sous sa direction deux juges inférieurs. Le jury comprend six citoyens, qui sont tirés au sort parmi les hommes et

les femmes du pays. C'est le parquet qui dresse l'acte d'accusation. Ce rôle correspond à celui du "prosecuting attorney" aux Etats-Unis. A la fin du procès, le Président, les deux magistrats et les six jurés passent au vote. Le vote a lieu non pas à l'unanimité comme chez nous, mais à la majorité. Selon M. Garnier les sessions de la Cour d'Assises de Rennes ne sont pas trop chargées, car il y a très peu de crimes entraînant la mort d'hommes en Bretagne.

Au dessous de la Cour d'Assises, il y a le Tribunal de Grande Instance, présidé par un procureur de la République, assisté de substituts (juges inférieurs) et, à côté, il y a le Président et les juges, plus un juge spécialisé, qui est le juge des enfants. Puis apparaît un magistrat avec des fonctions tout à fait particulières, qui est le juge d'instruction qui travaille avec les membres du parquet.

Enfin, il y a les Tribunaux d'Instance où il n'y a qu'un juge qui a affaire aux petites affaires civiles et pénales.

Le Juge d'Instruction.

Après avoir été reçu par M. Garnier procureur général, premier magistrat de Bretagne, nous nous sommes réunis au palais de justice pour rendre au juge d'instruction la visite prévue.

En entrant une seconde fois dans ce vieux et charmant bâtiment, datant du 17^e siècle, nous étions enveloppés par l'esprit et l'ambiance du passé. Nous avons trouvé que le palais de justice était peu pratique pour juger les affaires qui s'y tiennent et qu'il eût mieux valu le conserver comme un merveilleux témoignage de l'histoire. :

M. Lelion, le juge d'instruction qui se trouvait dans un bureau très moderne, mais petit, nous a exposé d'une façon détaillée mais brièvement son rôle de juge d'instruction.

En résumé, c'est lui qui amène devant les tribunaux les criminels et les délinquants. Le directeur du parquet lui communique les renseignements préliminaires. Il écoute les premiers témoins "pour" et "contre" dans son bureau, et procède à une interrogation du suspect, en dehors de toute présence policière. S'il décide qu'un crime (ou un délit) a été commis, il a le droit de demander la prison préventive et d'ouvrir une information judiciaire. A ce moment, le "suspect" devient le "prévenu", et on lui signifie en quoi il a porté atteinte à la loi. Le juge d'instruction s'occupe des adolescents autant que des adultes, et indique devant quel tribunal le procès aura lieu.

Il arrive souvent que le juge demande d'autres renseignements auprès des médecins, des psychologues, des psychiatres, des voisins ou des amis, selon le cas ; car, en France, on tient à juger la "personnalité", et non seulement le "fait".

Aussi à ce moment là, le prévenu a le droit d'être assisté par un avocat qu'il choisit et d'organiser avec lui sa défense. Le prévenu a droit à la communication intégrale du dossier où aucun témoignage ne peut être dissimulé pour être produit au moment même du procès devant le tribunal et le jury.

M. Lelion a répondu aux questions des enquêteurs d'une façon franche.

Il a signalé que les adolescents, laissés à eux-mêmes en dehors de toute organisation des loisirs, posaient à Rennes le problème le plus sérieux.

Aussi y-a-t-il des "bandes" de jeunes à Rennes, mais elles sont mal organisées, se constituant surtout à l'occasion des fêtes.

Le Juge des Enfants et l'Ecole St-Cyr.

Nous avons conclu que la manière française de traiter les mineurs (les moins de 18 ans) ressemble fort à la nôtre. De même les problèmes de la délinquance juvénile se posent de façon identique dans les deux pays. En général, on se limite aux méthodes douces, encore qu'il n'y ait pas suffisamment d'effectifs et d'institutions pour accueillir les délinquants de diverses catégories.

A Rennes, l'enfant qui a commis un délit se trouvera tôt ou tard devant M. Jarry, Juge des Enfants, lequel conduira une enquête médicale, familiale et éducative, avant de prendre une décision. On use de la même méthode à l'égard d'un mineur qui se trouve dans une situation dangereuse, soit du fait de sa famille, soit du fait de son voisinage.

Puisque l'enfant de moins de 13 ans n'est pas considéré comme responsable de ses actions, il n'est pas prévu pour lui de peine criminelle. On convient de reconnaître à l'enfant de 13-16 ans la seule culpabilité atténuée, et il est passible de la moitié seulement de la peine prescrite par le Code Pénal. Si l'accusé est âgé de 16-18 ans, on lui inflige toute la peine prescrite, mais on lui accorde les circonstances atténuantes. Pour celui-ci, le gouvernement a établi des centres agricoles où les jeunes séjournent, séparés des vrais criminels, et peut-être seront-ils régénérés par une vie saine et naturelle.

En ville, on a établi des maisons d'arrêt, comme celle de St-Cyr pour les jeunes filles. Subventionnée par l'Etat, cette école modèle est sous la direction des soeurs de l'ordre de Notre Dame de Charité. On y reçoit des jeunes filles qui ont commis des délits : il s'agit en général d'attentats aux bonnes moeurs. Il se peut que la situation familiale : divorce, ivrognerie, impudeur, etc..., conduise l'un ou l'autre des parents, ou la justice elle-même, à demander l'entrée d'une jeune fille à St-Cyr. A présent, les filles séquestrées sont âgées de 14-17 ans, mais il y en a aussi de toutes jeunes. On leur donne un enseignement qui les mène au certificat d'Etudes Primaires, lequel est valable partout en France. Quelques unes continuent leurs études jusqu'au

bachot et les poursuivent à l'université. La plupart cependant se contente du certificat et cherche un emploi comme domestique, employée de magasin ou de salon de beauté, dactylo, secrétaire, infirmière ou couturière.

Pendant leur séjour à St-Cyr, les jeunes filles vont au centre d'observation où elles consultent un psychologue, un psychiatre, ou une éducatrice spécialiste. Cette équipe étudie la jeune fille, l'interroge, lui fait passer des tests de tout espèce pour mieux la connaître. Tous les six mois on fait une synthèse de ces enquêtes, ce qui permet à la directrice et au juge d'accorder plus ou moins de liberté à l'enfant, de la changer de groupe en raison des conflits ou des problèmes personnels, ou de l'orienter vers la préparation à tel ou tel métier. On quitte St-Cyr favorablement impressionné par les efforts sincères du juge et de son aide, par le souci des soeurs d'améliorer la condition de ces jeunes inadaptées sociales et les reformer sans les punir.

A propos de ce dernier point, les plus grands soins sont pris pour assurer la continuité des rapports avec la famille. Les visites des parents sont encouragées, les jeunes filles vont en vacances chez elles chaque été et si l'enfant n'a pas de parents digne de ce nom, on cherche une famille qui veut bien l'accueillir et l'accepter. On organise des excursions à la campagne, au bord de la mer, on visite les lieux historiques, et on encourage la collection de cartes postales, de photos, de petits souvenirs de voyage. Ces collections favorisent le développement de l'individualité du respect de soi-même. Les plus âgées obtiennent le privilège de sortir de temps en temps, sans aucun uniforme. Elles font leurs courses en villes, rencontrent des amis et de fait se comportent comme des jeunes filles bien élevées qui passeraient l'année scolaire en pension à l'étranger.

Il semble que les résultats soient encourageants, mais malheureusement, le nombre de délinquants augmente d'année en année, mais la régénération prend du temps, de l'argent, et demande du talent et du dévouement.

La Sûreté Nationale.

Messrs. Judgé et Kerveno, le Chef de la sûreté et son assistant, après nous avoir cordialement reçus ont fourni plusieurs informations frappantes au sujet du maintien de l'ordre public à Rennes.

En France, il n'y a pas d'unité organique ^{entre les différents services} / assurant l'ordre public. L'ordre public relève de trois services : la Gendarmerie Nationale sous la direction du Ministère de l'Armée s'occupant des affaires rurales ; la Sûreté Nationale qui se charge du maintien ^{de} l'ordre dans les grandes villes. Enfin, il y a la Préfecture du département de la Seine qui se charge des affaires de Paris et de ses environs. Ces deux dernières divisions sont sous la direction du Ministère de l'Intérieur.

La Sûreté Nationale et la Préfecture comprennent quatre services spéciaux. Ces services sont : la Sécurité Publique chargée du maintien de l'ordre ; la Police Judiciaire qui recherche les criminels et procède aux arrestations ; les Renseignements Généraux, police politique qui s'informe des différentes activités politiques, économiques et sociales ; le Service de Surveillance du Territoire (le Quatrième Bureau).

Au niveau régional, toutes les affaires judiciaires traitées par la Sûreté dans le cadre de l'arrondissement, sont transmises par le Commissaire Central aux Magistrats. Il y a trois arrondissements à Rennes, et chacun d'entre eux possède un commissariat. Chaque commissariat comprend un commissaire de police, un officier principal de police et trois officiers adjoints. A la Sûreté Urbaine, il y a un commissaire principal, deux officiers principaux, un officier et trente-trois officiers adjoints dont deux sont détachés auprès du Tribunal de Police.

La majorité des affaires judiciaire est d'abord portée à la connaissance des Commissariats d'Arrondissement, généralement sous forme de plaintes. Selon leur importance et en fonction des conventions établies, les actes sont ou bien, traités entièrement par l'Arrondissement, ou bien transmis à la Sûreté qui poursuivra les enquêtes. Le Service de la Sûreté effectue les recherches complémentaires concernant les actes visés ci-dessus. Il procède également à

des enquêtes de sa propre initiative. Il s'agit alors de faits graves portés à sa connaissance par divers moyens d'information. Sa ligne de conduite est réglée dans le domaine judiciaire selon la circulaire 2804 du 9 septembre 1963. Les renseignements ou autres enquêtes émanant de diverses administrations (préfectures, Finances, Enregistrement, Perceptions, Armée, Marine, Mairies, etc.) parviennent au Commissariat Central. Elles sont réparties entre les différents services en fonction de la zone dont ils ont la responsabilité. Une fois l'enquête achevée, les différents documents sont acheminés au Commissariat Central. Le Commissaire Central comprend deux secrétariats : le Secrétariat de la Direction Départementale et le Secrétariat du Commissariat central. Dans chaque Secrétariat, il y a deux officiers adjoints, deux commis de la Sûreté Nationale, une sténo-dactylographe, un commis détaché à la comptabilité et un agent de bureau qui s'occupe du service des objets trouvés. Les tâches de ces Secrétariats sont étendues. Elles consistent surtout dans l'enregistrement des dossiers émanant des autorités administratives et judiciaires, des correspondances diverses, de l'établissement du rapport journalier relatant les faits divers du classement des archives, de l'établissement des états mensuels, trimestriels, semestriels et annuels. Quant à l'organisation de la Sûreté Urbaine, il convient de signaler qu'aux trente-sept fonctionnaires de la Sûreté Urbaine s'ajoutent un Brigadier, un sous-Brigadier, un secrétaire et un agent de bureau auxiliaire.

Le manque d'unité entre la Gendarmerie et la Police constitue à Rennes un problème. Il se trouve que les deux services se doublent l'un l'autre dans les recherches de travail, des crimes et des délits.

Rennes n'a pas assez d'agents pour bien surveiller la ville ; en particulier pour s'occuper des affaires qui concernent les mineurs. Depuis le commencement de l'année, 45% des délits ont été commis par des jeunes. Les délits les plus fréquents chez les jeunes sont des vols, des cambriolages et des offenses à la pudeur. On peut dire qu'actuellement il n'existe pas de bandes de blousons noirs. On peut expliquer l'accroissement de la délinquance juvénile par les faits suivants ; l'expansion de la ville a vu la construction de nombreux et grands lotissements à la périphérie. Il en résulte qu'il y a beaucoup de jeunes gens logés dans des quartiers où n'existent que peu ou pas du tout de loisirs organisés. Ceux qui ont quitté l'école ne réussissent

pas à trouver un emploi. La télévision et les films violents les traumatisent. Les parents sont trop souvent négligents envers leurs enfants. Ils sont issus d'une famille où les conditions familiales sont peu favorables. Ils sont souvent issus de milieux où les conditions sont peu favorables. Nulle part dans la ville, il n'y a suffisamment de loisirs conçus pour les jeunes.

L'expansion de Rennes entraîne aussi un problème de la circulation.

L'un des problèmes les plus importants de Rennes et de toute la Bretagne est celui de l'alcoolisme. Cet alcoolisme cause beaucoup de soucis pour la Sécurité Nationale ; accidents de la route, criminalité, valeur qu'on peut accorder aux témoignages et délinquance juvénile.

Il existe aussi en France un Tribunal correctionnel qui s'occupe des délits et contraventions. Grâce à M. Hecque, Procureur de la République, nous avons eu l'occasion d'assister à l'une de ses séances. Là, nous avons eu des exemples concrets des problèmes qui se posent à Rennes. Ce jour-là, les procès ont débuté à 14 heures pour se terminer à 18 heures. Il y avait à peu près vingt-six procès.

Nous avons appris au cours de nos enquêtes que la ville de Rennes, malgré une expansion démesurée ne connaît que de petites difficultés dans le maintien de l'ordre public. C'est une ville tranquille, très bien contrôlée par les services policiers qui lui sont attachés. Comme nous l'avons déjà vu les "crimes de sang" sont rares. La moitié des infractions à la loi comprennent seulement de petits vols, des cambriolages, des faits d'ivrognerie, des attentats aux mœurs, des faits de délinquance juvénile.

Si nous avons bien compris, c'est ce dernier problème, la délinquance juvénile, qui serait le plus important pour la force policière de Rennes. Les policiers avec qui nous avons parlé sont très conscients du fait, et avec beaucoup de dévouement ils font un constant effort pour en chercher les causes et résoudre le problème. Mais pour eux aussi, il existe certaines difficultés. Ils nous ont tous parlé du défaut d'équipement policier qui faciliterait beaucoup leur travail : voitures, équipement électronique. Ils nous ont parlé de la difficulté de remplacer les officiers de haute valeur professionnelle qui quittent les services pour prendre leur retraite. Ils nous ont dit que

le nombre d'actifs est déjà insuffisant pour la ville de Rennes.

Nous espérons enfin que, bientôt, tous ces problèmes seront pris en considération et surmontés pour assurer à Rennes la meilleure protection policière possible.

OBJET DE L'ENQUETE : La vie Syndicale à RENNES

- - - - -

PARTICIPANTS :

M. Charles Byron	Mme Jeanine Goldman
Mme Elizabeth Duda	M. Peter Iosso
M. Jules Gadoury	M. Jack Lama
M. W. Hughes	

DIRECTEUR D'ETUDES : M. LALLEZ

INTRODUCTION :

Cette enquête a pour objet une étude, si limitée soit elle, des syndicats et du syndicalisme français. Ceux-ci représentent, pour nous Américains, un aspect quelque peu mystérieux de la vie française, et nous aurions voulu l'éclairer par des sondages précis sur un terrain donné.

Avant de nous engager dans une série d'entretiens M. Lallez nous a dessiné à grands traits les cadres de la vie syndicale en France, de manière à nous fournir des points de repère, des axes d'orientation, les coordonnées principales des grandes organisations syndicales que nous allions rencontrer au niveau départemental.

Notre intention n'était pas d'assister à des conférences faites par les représentants syndicaux mais bien plutôt de les questionner, d'engager avec eux un dialogue aussi vivant que possible. Cette méthode présentait pour nous un double avantage : d'une part elle nous contraignait à la conversation et à la pratique intensive de la langue parlée, d'autre part elle nous permettait d'orienter le débat vers les points les plus délicats, les plus surprenants et les plus intéressants. Ajoutons que nos interlocuteurs l'ont préférée à toute autre et qu'elle a contribué à créer entre nous un climat d'amitié et de sympathie.

Nous avons rencontré successivement :

M. Mauger, Secrétaire de l'Union Départementale de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.).

M. Chopier, Président de la Chambre d'Agriculture de Rennes et Président de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (Section départementale de la F.N.S.E.A.).

M. Cahn, Secrétaire syndical de l'Union départementale de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière (C.G.T.F.O.).

M. Robert, de la Fédération du gaz et de l'électricité, représentant le secrétaire général de l'Union départementale de la Confédération Générale du Travail (C.G.T.).

Nous signalons dès maintenant que la C.F.T.C., la C.G.T. et la C.G.T.F.O. défendent essentiellement les intérêts de travailleurs salariés de l'industrie, du commerce et de l'administration, tandis que la F.N.S.E.A. représente avant tout les exploitants agricoles : en effet, très peu de salariés agricoles militent à ce syndicat.

Comme nous l'avons dit, ces entretiens n'ont jamais pris une allure officielle, mais nous les avons soigneusement préparés en dressant l'inventaire méthodique des questions à poser et des problèmes à soulever.

On trouvera ci-dessous les thèmes principaux de nos discussions :

- le recrutement et ses problèmes.
- les conditions d'adhésion et le comportement syndical.
- les rapports du syndicat et de la politique.
- les moyens et les formes de l'action syndicale.
- les ressources du syndicat.
- la presse syndicale et l'éducation des syndiqués (en particulier la formation des jeunes).
- les rapports des syndicats entre eux.
- les problèmes propres à chaque syndicat.
- l'attitude des syndicats à l'égard du C.E.L.I.B.

Il convenait avant toute chose de s'initier à la terminologie syndicale et de recenser soigneusement les sigles et les mots nouveaux dont nous nous enrichissons notre vocabulaire. Aussi avons nous composé un petit lexique de la vie syndicale.

I. - LA FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES

Entretien avec M. Louis CHOPIER, Président de la F.D.S.E.A.

Cet entretien a été enregistré sur bande magnétique.

- Recrutement et organisation : La Fédération comprend 20 000 adhérents pour l'ensemble du département. Elle emploie 25 employés qui sont choisis par le Président, celui-ci étant lui-même désigné par le Conseil d'Administration c'est à dire par les 40 délégués cantonaux.

- Cotisation : Cinq francs par exploitation plus 80 centimes à l'hectare au dessus de trois hectares (par an)

- Le budget : Les cotisations représentent une somme de 30 000 francs. Elle est très insuffisante et il faut donc se procurer des ressources par d'autres moyens. Les organisations économiques et les coopératives permettent d'obtenir un certain nombre de subventions.

- Structure : Le syndicat local correspond à la commune et procède à l'élection d'un délégué cantonal. Le conseil d'administration de la Fédération départementale est constitué par l'ensemble des délégués cantonaux du département. Il existe aussi une représentation par produit : par exemple un "délégué-lait" par commune et par canton et ces délégués cantonaux forment, au sein du conseil d'administration, une section spécialisée pour l'étude des problèmes qui concernent plus particulièrement le lait. La même chose existe pour la viande. 50 % des agriculteurs d'Ille et Vilaine sont les fermiers de leurs terres et c'est pourquoi ils disposent également d'une représentation particulière au sein du syndicat. Les problèmes relatifs aux rapports entre les fermiers et les propriétaires sont ainsi traités dans des commissions spécialisées.

- Situation de l'agriculteur : nous avons cherché à savoir pourquoi, selon le syndicat, l'agriculteur ne jouit plus, en Ille et Vilaine, d'un niveau de vie suffisant. La plupart des exploitations sont trop petites : pour les rendre plus rentables l'agriculteur cherche à agrandir son domaine. De là une hausse du coût du terrain. Cependant l'agriculteur n'hésite pas à l'acquérir à des prix élevés car il estime que c'est pour lui le seul moyen de survivre sans changer de métier et risquer de devenir manoeuvre d'industrie.

D'autre part l'agriculteur d'Ille et Vilaine est éloigné des centres de

consommation. De plus la politique actuelle en matière de prix agricoles ne satisfait guère le syndicat. C'est particulièrement vrai pour le prix de la viande. Et cependant on comprend que pour un gouvernement quel qu'il soit, celui-ci ou un autre, il soit extrêmement difficile de laisser monter les prix à la consommation. Malheureusement c'est l'agriculteur qui fait les frais de cette prudence politique. Aussi le syndicat réclame-t-il un système analogue au système anglais ou suisse : le prix à la production est fonction du prix de marché et c'est l'intervention directe de l'Etat sous forme de subventions qui vient compenser l'écart du prix à la production et du prix de revient.

Dans le cadre du marché commun cette subvention poserait sans doute des problèmes : il semble pourtant que le ministre actuel, M. Pisani, soit assez favorable à ces différentes propositions et soit décidé à mener le combat dans ce sens au cours des différentes négociations avec les pays du marché commun.

Pour l'instant le gouvernement français a adopté la formule d'une aide remboursable, mais il l'a limitée aux fruits et aux légumes sans l'étendre à l'ensemble de la production. Le remboursement se fait en cinq ans. Le problème ne sera définitivement résolu qu'au niveau européen.

L'éducation : ce problème est très important et très difficile. La F.D.S.E.A. va prendre une part active à la marche de l'Institut de formation des ouvriers et paysans récemment créé à Rennes. Pour l'instant il existe un conseiller agricole par canton : ce conseiller contacte les agriculteurs et cherche à leur apporter, en les vulgarisant, un certain nombre de techniques nouvelles. Il joue un rôle d'animateur et essaye de définir et de faire admettre une certaine orientation de la production et du travail. Par exemple il tente de faire reconnaître qu'il est nécessaire de se grouper, de créer ou d'adhérer à une coopérative d'utilisation de matériel agricole. Il met en garde les agriculteurs lorsque ceux-ci passent contrat avec une entreprise commerciale. Il les incitera à faire appel, si besoin est, à des banques de travail.

Ces conseillers agricoles sont regroupés au niveau de l'arrondissement et leurs délégués se réunissent chaque semaine à Rennes pour faire le point et pour définir l'orientation souhaitée par le syndicat.

- Les rapports avec les autres syndicats : La F.D.S.E.A. entretient des rapports d'ordre syndical avec la C.F.T.C., F.O., le C.E.L.I.B. et, plus rarement, avec la C.G.T. A l'intérieur du C.E.L.I.B. la F.D.S.E.A. s'intéresse plus particulièrement au comité d'expansion économique. Celui-ci comprend un certain nombre de représentants du syndicalisme agricole qui s'y montrent particulièrement actifs et ont souvent joué le rôle d'élément moteur : dans le cas de "la bataille du rail" par exemple, les paysans ont fourni au C.E.L.I.B. une aide précieuse. Bref la F.D.S.E.A. adopte à l'égard du C.E.L.I.B. une attitude de participation active et cherche à maintenir, sinon à renforcer, son influence au sein de cet organisme.

- Les revendications du syndicat et son action : Sur le plan économique on revendique l'élargissement et l'augmentation des subventions. Sur le plan social on réclame une aide de l'Etat aux petits exploitants et des retraites décentes pour ceux qui doivent quitter l'exploitation en raison de leur âge. En ce domaine le gouvernement a répondu en créant le fond d'action sociale et le fond d'amélioration des structures qui fournit une aide, d'ailleurs très insuffisante, à ceux qui cherchent à agrandir leur exploitation. Il faut reconnaître que les premiers éléments d'une politique d'amélioration des structures ont été mis en place : les premiers effets de cette politique devraient bientôt se manifester. On remarquera qu'en soutenant cette politique, tout en continuant le combat pour l'augmentation des prix à la production, la F.D.S.E.A. s'est trouvée en plein accord avec les "Jeunes Agriculteurs". La jeunesse de M. Chopier est le témoignage et le symbole de cette harmonie entre les deux organisations sur le plan départemental.

La F.D.S.E.A. essaie de soustraire les paysans à l'emprise des firmes capitalistes qui commercialisent les produits de la ferme. Il s'agit soit de créer des coopératives paysannes, soit de mettre en garde l'agriculteur sur les conditions du contrat passé avec ces firmes, soit de substituer au contrat individuel un contrat collectif.

Le remembrement : Dans le passé les agriculteurs ont manifesté de fortes réticences à l'égard du remembrement des terres. Le syndicat a lutté pour le faire admettre et pour convaincre les paysans de son intérêt et de ses avantages. Cette action a porté ses fruits au moment même où les crédits nécessaires à ces opérations ont été fortement diminués. Le syndicat a donc relancé

l'action dans ce secteur et récemment, à l'issue des contacts directs avec le Président de la République, des crédits supplémentaires ont été dégagés : une part importante de ceux-ci est réservée à la Bretagne.

On remarquera à cet égard que les agriculteurs bretons ont approuvé la politique choisie par le syndicat à l'échelon national, en particulier la décision de négocier directement avec le Général De Gaulle. La F.D.S.E.A. n'a pas suivi la Fédération des Producteurs de Blé qui demandait que ces contacts au niveau le plus élevé soient rompus. Elle estime que par cette opposition la F.P.B. continue, à l'intérieur de la F.N.S.E.A., une politique bien connue : la défense des intérêts de gros exploitants, essentiellement producteurs de blé et de betterave. En portant tout son effort sur le problème des prix cette politique néglige le problème de la réforme des structures et sacrifie les intérêts des petits exploitants.

II. LA CONFEDERATION FRANCAISE DES TRAVAILLEURS CHRETIENS

Entretien avec M. MAUGER, Secrétaire général de l'Union départementale C.F.T.C.

M. Mauger nous a reçus dans les nouveaux locaux du syndicat. Nous lui avons d'abord demandé de définir les caractéristiques originales de son organisation. Tout en soulignant que la C.F.T.C. concevait son action en termes d'évolution progressive, M. Mauger a tenu à rappeler les changements profonds et l'évolution historique de son organisation. Alors qu'au lendemain de la première guerre mondiale la C.F.T.C. n'était que le regroupement de petits syndicats fortement marqués par le catholicisme et l'élément féminin de tendance conservatrice, la décision est prise aujourd'hui de supprimer le " C " qui, dans le sigle, indiquait la référence chrétienne du syndicat. Selon M. Mauger il s'agit de consacrer un état de fait : la C.F.T.C. est devenue un syndicat de masse . il s'agit aussi de manifester clairement qu'elle accueille et représente les travailleurs de toutes croyances. Cela ne l'empêchera pas de préserver son originalité, c'est-à-dire la volonté de sauvegarder certaines valeurs morales. M. Mauger nous assure, de la manière la plus ferme, que son Union départementale est entièrement acquise à la suppression du " C ".

Nous apprenons ensuite que la C.F.T.C. est le syndicat majoritaire en Bretagne. Elle devrait cette position privilégiée moins à sa référence chrétienne qu'à un effort soutenu pour se transformer en syndicat de masse représentant les agriculteurs aussi bien que les ouvriers.

Deux phénomènes régionaux exigent de la part des syndicats traditionnels une action originale pour attirer le monde du travail. Il existe d'abord une forte émigration des campagnes vers les grands centres et en particulier vers Rennes. Ces anciens paysans devenus ouvriers ont rarement un vrai métier et doivent souvent se contenter des postes de manoeuvres. Malgré cela et relativement à la condition paysanne ils sont sensibles à une amélioration de leur sort. Ayant vécu longtemps dans les campagnes et selon l'esprit des campagnes ils sont mal préparés pour comprendre l'action syndicale. Toutes ces particularités représentent pour le syndicat autant de problèmes de recrutement et de formation.

Le second phénomène n'est autre que la "prolétarianisation" du paysan lui-même, de plus en plus contraint ou tenté de passer contrat avec les firmes qui commercialiseront ses produits et le maintiendront dans leur dépendance.

Pour faire face à ces problèmes la C.F.T.C. a porté une attention particulière à l'éducation paysanne et ouvrière. Ainsi fut créé un "Cercle des jeunes agriculteurs" qui étudie la condition ouvrière dans les usines, mais aussi la signification et les avantages du remembrement et tous les problèmes agricoles. La création d'un Institut de formation des ouvriers et paysans permettra bientôt de poursuivre, en accord avec F.O. et la F.N.S.E.A. et avec des moyens nouveaux et plus puissants, l'action éducative ainsi amorcée. La formation des militants proprement dits est assurée par différents moyens et à différents niveaux. La formation la plus poussée est donnée lors des stages organisés dans la région parisienne. Mais la C.F.T.C. organise aussi, sur le plan régional, des sessions de jeunes militants : ce sont les écoles normales d'ouvriers qui prennent l'allure de séminaires d'études et de recherches. Il faut y ajouter des cours par correspondance.

Pour son administration l'Union départementale dispose de sept permanents

élus sur le plan local. Mais toute action revendicative est soumise à l'approbation de la base par un vote des adhérents au syndicat. L'organisation syndicale des ouvriers de l'usine Citroën pose à la C.F.T.C., comme aux autres syndicats, des problèmes difficiles. L'origine des ouvriers, plus haut évoquée, explique en grande partie ces difficultés. Le système de ramassage des ouvriers dans les communes rurales environnantes les accroît. L'hostilité de la direction patronale les multiplie. Les formes de l'action syndicale dans ce secteur en sont profondément affectées.

La cotisation syndicale mensuelle correspond à une heure de salaire. Une partie de cet argent est réservée à l'alimentation d'une caisse de résistance en cas de grève. Une autre partie assure l'impression des revues et autres périodiques syndicaux.

Nous avons demandé à M. Mauger quelle était l'attitude de son Union Départementale à l'égard du C.E.L.I.B. Nous avons rencontré ici une certaine réserve. Tout en participant au C.E.L.I.B. la C.F.T.C. se demande si l'action du comité ne sera pas affectée, tôt ou tard, par la confusion que peut créer l'amalgame des intérêts finalement assez divers qu'on y trouve.

Notre entretien s'est terminé par des observations de M. Mauger sur le problème de l'unité syndicale. Il arrive à la C.F.T.C. de Rennes de faire alliance avec d'autres syndicats pour mener une action commune. Il s'agit toujours d'actions précises dans un cadre limité, n'impliquant aucun accord fondamental. C'est ainsi qu'un front syndical provisoire a pu manifester son opposition à la guerre d'Algérie, à la constitution d'une force de frappe, à la politique suivie en matière d'éducation nationale (budget de ce ministère).

Signalons enfin que la C.F.T.C. est résolument tournée vers l'Europe et voit dans l'unification politique de l'Europe la meilleure chance et la meilleure promesse pour l'unité syndicale.

III. LA CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL FORCE OUVRIERE

Entretien avec M. André CAHN, Secrétaire général de l'Union départementale C.G.T.F.O. (Force Ouvrière).

La C.G.T.F.O. est issue d'une scission à l'intérieur de la C.G.T. La conférence nationale du groupe " Force ouvrière " réunie à Paris les 18 et 19 décembre 1947 demanda à ses membres de démissionner du bureau confédéral de la C.G.T. et leur donna mission de " reconstruire un mouvement syndical indépendant ". Provoquée par la discussion autour du Plan Marshall d'aide à la France, la scission consacrait une crise latente et profonde à l'intérieur de la C.G.T. : une accusation mutuelle d'obédience au communisme international d'un côté, de soumission aux intérêts de la société capitaliste de l'autre, opposait violemment deux tendances.

M. Cahn estime que les responsables de la C.G.T. demeurent étroitement liés aux dirigeants du parti communiste et à leur politique. Il leur oppose l'attitude de F.O. dont la ligne générale est celle d'un réformisme qui n'abandonne rien de l'objectif final du syndicalisme : la socialisation des forces de production. Celle-ci devrait commencer par une véritable nationalisation des grands services publics et des grandes entreprises. Mais il ne faut pas confondre cette nationalisation authentique avec l'étatisation dans le cadre d'une dictature totalitaire que réclame le parti communiste. Il faut aussi défendre les nationalisations déjà réalisées contre toutes les atteintes et les coups du capitalisme.

La C.G.T.F.O. est parcourue par divers courants, notamment le syndicalisme révolutionnaire et la tendance travailliste. Personnellement M. Cahn serait volontiers partisan d'un travaillisme liant le syndicalisme à un parti politique qui reste à constituer et qui poursuivrait, par ses moyens spécifiques, des objectifs économiques et sociaux identiques à ceux du syndicat.

Force Ouvrière recrute surtout parmi les fonctionnaires et en particulier les postiers, les employés des administrations, le personnel hospitalier, les cheminots et les milieux ouvriers du Nord de la France. Son implantation locale n'est pas encore très profonde. Par ailleurs F.O. rencontre en Bretagne

les mêmes difficultés que les autres syndicats et pour les mêmes raisons. Le cas de l'usine Citroën a été posé dans les termes mêmes que le représentant de la C.F.T.C. avait définis. Comme la C.F.T.C. l'Union F.O. de Rennes est amenée à accorder une attention toute particulière à l'éducation et aux jeunes. Elle emploie cependant des moyens qui lui sont propres.

Il faut reconnaître au préalable que les jeunes sont aujourd'hui attirés par les activités de loisir. Une politique de la jeunesse n'est pas possible si elle ne cultive pas ce goût d'ailleurs légitime, de la vie et du bonheur. C'est pourquoi en créant un groupe "Jeunesse Force Ouvrière" le syndicat essaye de diffuser son influence et d'éduquer ses jeunes adhérents à l'occasion de "sorties", de voyages à l'étranger (Erlangen en Allemagne cette année), de divertissements organisés, de séances de ciné-club. Il s'agit de persuader la jeunesse ouvrière qu'elle tient en main son propre destin et que c'est à elle qu'il revient de résoudre les problèmes que l'avenir va lui poser, en particulier la création d'emplois nouveaux et l'amélioration des conditions de vie. Comme la C.F.T.C. le syndicat F.O. est résolument tourné vers l'Europe et vers la réalisation d'une unité ouvrière dépassant le cadre des frontières françaises.

La formation du militant proprement dit n'est pas pour autant négligée. Les cours de premier degré sont donnés à l'échelon local, toutes professions réunies; les cours de second degré sont donnés à Paris par fédération et par industrie; les cours de troisième degré sont donnés par un Institut du Travail à Strasbourg ou à Aix en Provence.

Le recrutement : Le nombre des syndiqués F.O. s'élèverait à un million pour la France entière et serait de 4 000 pour Rennes. Il se répartirait de cette manière selon les métiers (pour Rennes) :

75% de fonctionnaires dont un tiers seraient postiers et un quart fonctionnaires municipaux. Les "hospitaliers" seraient la majorité mais il n'y aurait que 10 % de cheminots.

La cotisation s'élève à une heure de salaire par mois. Les sommes ainsi recueillies sont réparties de la manière suivante :

La fédération de l'industrie considérée	: I F 20
La confédération	: O F 15
L'union départementale	: O F 50

Le reste au syndicat ; celui-ci reçoit en outre du Conseil Général une subvention de I 500 F annuellement.

" Force Ouvrière " participe au C.E.L.I.B. mais sans enthousiasme car elle ne croit guère à la portée de son action et porte à l'égard de cette tentative pour rassembler les divers intérêts bretons le même jugement que la C.F.T.C.

M. Cahn a nettement souligné l'attachement de son organisation à la construction européenne conçue dans son sens le plus large. Il a rappelé la nécessité de la coopération et de l'assistance sous toutes ses formes entre les pays du Marché Commun.

On peut résumer en quelques points les objectifs majeurs du syndicat Force Ouvrière :

- expansion économique
- contrôle ouvrier sur les investissements
- reconnaissance et respect des droits syndicaux
- nationalisation des industries-clef

IV - LA CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

Entretien avec M. ROBERT et deux autres leaders de la C.G.T.

Monsieur ROBERT représentait le secrétaire général de l'Union départementale. L'interview a eu lieu à la Maison du Peuple de Rennes.

M. Robert a commencé par nous tracer le schéma de l'organisation du syndicat. Comme les autres syndicats ouvriers, la C.G.T. est organisée verticalement (par fédérations correspondant aux différents secteurs de la production et de l'activité nationale) et horizontalement (en associations inter-professionnelles et régionales).

- Implantation de la C.G.T. : sur le plan national la C.G.T. est le syndicat le plus représentatif. Elle est partout majoritaire sauf dans les départements de l'Est et de l'Ouest du pays. Ainsi elle est légèrement minoritaire en Ille et Vilaine quoiqu'elle soit légèrement majoritaire à Rennes-Ville.

Monsieur Robert attribue au facteur religieux la faiblesse relative de l'implantation dans les départements de l'Ouest et en particulier dans celui d'Ille et Vilaine.

Les Bretons adhèrent plus facilement à la C.F.T.C. en raison de sa référence chrétienne. Mais d'autres raisons viendraient s'ajouter à celle-là. D'une part la plupart des ouvriers viennent de régions rurales et ignorent l'histoire, le rôle et la nécessité des syndicats. D'autre part le salaire industriel représente un revenu supérieur au revenu paysan ou complémentaire de celui-ci. Aussi les ouvriers sont-ils beaucoup moins prêts à revendiquer des augmentations de salaire qu'en d'autres régions.

- Qui sont les adhérents ? tous les milieux professionnels sont représentés à la C.G.T. bien que la grande majorité soit faite d'ouvriers d'industrie. On remarquera cependant, cas exceptionnel, que 60 % des cadres de l'Electricité de France sont, à Rennes, adhérents à la C.G.T.. Mais le syndicat n'a pas créé d'organisation particulière pour les différentes catégories sociales de travailleurs.

Selon M. Robert la socialisation des forces de production reste le but final du syndicat. Dans l'immédiat on réclame la nationalisation des grandes entreprises et on milite pour des augmentations de salaire, la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, la généralisation du mois de vacances payées, la " paix mondiale ".

- Rapports de la C.G.T. avec les autres syndicats :

On sait que les grands syndicats français sont généralement tous présents dans une seule entreprise et sont même très couramment représentés à l'intérieur de la même usine. Aussi la C.G.T. entretient-elle des contacts fréquents avec les autres syndicats. Les secrétaires départementaux se consultent et décident souvent d'une action commune à l'intérieur de telle ou telle entreprise. Lorsqu'il s'agit d'une industrie fortement pénétrée par

la C.G.T. (par exemple à l'E.D.F. de Rennes) l'accord intersyndical est facile à réaliser. Il n'en est pas de même dans les entreprises ou les régions à forte implantation C.F.T.C. ou F.O.

Selon M. Robert la C.F.T.C. reste favorable à l'industrie privée : elle reste donc d'inspiration capitaliste. (on se souviendra que le secrétaire de la C.F.T.C. s'est déclaré nettement en faveur des nationalisations). De plus et contrairement à la C.G.T. la C.F.T.C., toujours selon M. Robert, répugne aux mutations révolutionnaires. En réponse à la question : croyez-vous que l'abandon du " C " ne pose en Bretagne aucun problème à la C.F.T.C. ? M. Robert nous répond en affirmant que cet abandon fait peser sur l'organisation la menace d'une scission. De plus l'abandon du " C " n'aurait qu'une signification relative et largement formelle.

L'attitude de la C.G.T. à l'égard de Force Ouvrière fut l'occasion d'un échange de vues fort intéressant. Nous avons demandé pourquoi, d'accord sur l'objectif final, les deux syndicats ne se réconcilieraient pas ? A quoi M. Robert nous répond que F.O. est un syndicat artificiel créé en 1947 par le capitalisme pour affaiblir la C.G.T. . Après la seconde guerre mondiale et avant le grand schisme syndical de 1947 la C.G.T. représentait une force ouvrière unie et imposante. Craignant cette force le capitalisme avait tout fait pour provoquer et consolider la scission. Selon M. Robert la situation n'a pas changé et l'existence de F.O. ne se justifie guère sur le plan syndical : ses membres devraient, tôt ou tard, ou bien adhérer à la C.F.T.C. ou bien rejoindre la C.G.T. Pour les ouvriers le choix véritable est entre la C.F.T.C. et la C.G.T.

M. Robert avait insisté, au cours de l'entretien, sur la nécessité d'une période révolutionnaire. Il est vrai qu'il avait tenu à souligner que la révolution pouvait se concevoir aujourd'hui sous une forme non violente. Cela ne nous paraissait pas suffisant pour écarter toute idée d'un rapport étroit avec le parti communiste qui paraît se réclamer d'objectifs et de méthodes fort voisins. Mais M. Robert a violemment contesté toute idée d'une confusion possible entre la C.G.T. et le parti communiste. Sans nier les points communs, il s'est efforcé de montrer les différences : ainsi la C.G.T.

ne fait pas profession d'athéisme et un chrétien peut fort bien y adhérer. Ce n'est pas le cas en ce qui concerne le parti communiste. La parole est alors donnée à un responsable " cégétiste " qui se dit non communiste et nous signale qu'il rencontre, à la messe du dimanche, des syndiqués C.G.T.

La presse et l'éducation :

La C.G.T. publie " la Vie Ouvrière " destinée à toute la classe ouvrière. Selon certains sondages, 80 % des syndiqués C.G.T. liraient effectivement ce journal dont la livraison serait toujours vivement attendue. " Le Peuple ", autre publication du syndicat, s'adresse plus particulièrement aux militants et traite les problèmes à un niveau plus élevé. De plus chaque fédération possède sa propre presse où les problèmes propres à la profession considérée sont abordés et traités avec plus de détails.

Quoiqu'on ait pu dire, la C.G.T. resterait et même s'affirmerait comme un syndicat de jeunes puisque la moyenne d'âge en Ille et Vilaine serait de 34 ans.

Pas plus que les autres syndicats ouvriers la C.G.T. ne participe aux délibérations de la commission de développement économique.

LA VIE SYNDICALE A RENNES : SYNTHÈSE FINALE

Cette enquête auprès des syndicats français nous a permis, malgré les limites de notre expérience, de toucher du doigt certains problèmes importants soit sur le plan national, soit sur le plan breton.

Sur le plan national le syndicalisme français est confronté au problème du recrutement : la classe ouvrière française demeure faiblement organisée puisque sur plus de 14 millions de travailleurs, trois millions à peine sont syndiqués. La division syndicale constitue sans doute l'obstacle principal au recrutement. Tous les syndicalistes nous ont dit que toute grève décidée dans l'unité syndicale rencontrait presque à coup sûr un grand succès. Les divergences et les tendances qui se manifestent à l'intérieur d'un même syndicat aggravent encore ces difficultés. Cette division nous paraît, en première analyse, d'autant plus surprenante que les syndicats

s'organisent à peu près de la même manière (verticalement et horizontalement), réclament de leurs adhérents la même cotisation, et prétendent également s'opposer à l'emprise capitaliste.

Sur le plan breton le recrutement pose des problèmes particulièrement difficiles. Tous les syndicalistes que nous avons rencontrés ont analysé de la même manière ces difficultés : origine paysanne des nouveaux ouvriers d'industrie, relative amélioration de leur niveau de vie avec le travail salarié, manque d'information, de formation et de compétence professionnelles. Tous ont souligné à quel point une entreprise comme Citroën de Rennes exploitait cette situation pour opposer à l'implantation syndicale une résistance obstinée et un recrutement sélectif.

Aussi tous les syndicats ont-ils insisté sur l'importance et l'urgence de la propagande, de l'éducation et de la formation syndicales. Ils ont pratiquement renoncé à conquérir les anciennes générations et placent tous leurs espoirs dans la jeunesse. C'est pourquoi ils lui accordent tous un soin particulier et cherchent à lui manifester leur sollicitude. C'est là que, pour eux, se situe le combat. A cet égard, différentes politiques ont été conçues, mais elles présentent toutes d'importantes ressemblances. On semble partout avoir compris qu'il ne faut pas aborder de front les problèmes politiques ou même économiques. C'est par le biais des loisirs et en cultivant le goût de vivre et d'être heureux qu'on espère provoquer une prise de conscience des problèmes véritables que seul le syndicalisme peut résoudre ou aider à résoudre.

Qu'il s'agisse de la C.G.T., de F.O. ou de la C.F.T.C., nous avons toujours eu le sentiment que les syndicats éprouvaient plus ou moins le besoin de prendre leurs distances vis à vis des partis politiques (le parti communiste, la S.F.I.O., le M.R.P.). Sans doute ce mouvement est-il selon les cas plus ou moins réel, mais il est significatif qu'on ait toujours tenté de nous persuader de la séparation radicale des partis existants et des syndicats. Cela paraît bien correspondre à une prise de conscience commune du rôle nouveau que les syndicats pourraient jouer, et au sentiment commun que les masses répugneraient à s'inféoder de cette manière à un parti politique.

Cela ne veut pas dire que l'unité syndicale fasse de grands progrès. Et voici une autre ressemblance entre toutes les organisations syndicales : Elles sont amenées de plus en plus fréquemment à se retrouver unies dans l'action sous la pression des situations et des intérêts communs, mais elles sont toujours aussi loin de réaliser un accord fondamental qui préluderait à la réunification ou à l'unification. Aucune organisation ne nous a donné le sentiment qu'elle cultivait cet espoir pour des lendemains tout proches.

Par contre la question religieuse nous a paru perdre quelque peu l'importance qu'elle devait avoir autrefois en Bretagne, et l'opposition ouvriers-paysans semble s'estomper. Un problème commun occupe les syndicats, y compris les syndicats d'exploitants agricoles : il s'agit, soit de la défense du petit exploitant, soit du passage de la condition paysanne à la condition ouvrière.

De même, leur attitude à l'égard du C.E.L.I.B. n'est pas sans présenter quelques analogies : tous y participent et le soutiennent mais sans enthousiasme excessif et même avec un certain scepticisme. Ils semblent adopter à son égard l'attitude d'observateurs attentifs qui ne nourrissent pas trop d'illusions. De la même manière encore, divisés sur la question de la participation aux travaux de la commission préfectorale de développement économique, ils se retrouvent en plein accord pour refuser une intégration quelconque aux organismes d'Etat, fût-ce par le biais de la dite commission.

Cette communauté de vue sur de nombreux points n'exclut ni ne cache des oppositions et des divergences qui restent profondes. D'abord sur le plan théorique et fondamental; et nos interlocuteurs ont toujours fini par replacer le problème sur ce terrain. On continue à accorder en France une importance capitale à cet aspect de la question. L'histoire non plus n'est pas oubliée, et le souvenir des querelles et des divisions passées nous a paru toujours aussi vivant. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne les rapports de la C.G.T. et de F.O.

Eloignées par certains aspects, et se soupçonnant pourtant mutuellement de tentative de débauchage, la C.F.T.C. et F.O. paraissent placer les mêmes espoirs dans l'unification politique de l'Europe vers laquelle elles sont résolument tournées. Mais elles s'opposent alors à la C.G.T. dont la prudence à cet égard ressemble fort à de la méfiance.

OBJET DE L'ENQUETE : Artisanats

Participants : M. Nace Hammack.

Mlle Virginia Holderbach.

Mme Adrienne Lavallée.

M. Charles McKissic.

Brother Patrick Philbin.

Mlle Carol Schultz.

M. Robert Sinclair.

Directeur d'Etudes : Mme Leymarie.

Il est possible que pour plusieurs d'entre vous le mot "artisanat" évoque seulement les poteries décorées, les poupées bretonnes ou les dentelles de Quimper qui sont proposées aux touristes comme souvenirs de leur passage en Bretagne. Il est vrai que ces objets sont des produits de l'artisanat. Si vous êtes allés au Musée breton, vous avez pu, comme notre équipe, voir ces objets et beaucoup d'autres qui ne sont plus utilisés aujourd'hui. Là, se trouvent exposés dans des vitrines des objets de bois, tabourets, berceaux, sabots, et aussi les lits-clos, sortes de lits-armoires fermés par deux portes à glissière. Des objets de cuir, surtout destinés à harnacher les chevaux. Des objets de métal, ustensiles de cuisine, par exemple une grande bassine en cuivre pour faire la confiture. Enfin, des objets en tissu, costumes brodés ou bonnets d'enfant en dentelle. De plus, on peut voir l'outillage qui servait à fabriquer ces objets, outillage ancien et rudimentaire.

Mais ce serait une erreur de limiter le mot "artisanat" à ce secteur : il n'en est qu'une très petite partie, et nous allons donner une définition plus exacte du terme : l'artisanat est un secteur de l'activité économique assez mal délimité, dans lequel est classé tout propriétaire d'une petite entreprise, non agricole, travaillant de ses mains, avec un outillage rudimentaire, soit seul, soit avec le concours d'un nombre restreint d'aides qu'il appelle plus volontiers ses compagnons.

On voit donc que l'artisanat peut comprendre des métiers très variés. C'est ainsi qu'un boucher, un cordonnier, un électricien sont des artisans aussi bien qu'un tapissier, une dentelière ou un relieur. On peut distinguer plusieurs branches de l'artisanat : l'alimentation, le textile et l'habillement, le bâtiment, le cuir, les métiers divers.

Nous suivrons le plan suivant dans notre recherche :

- 1/ Comment on devient artisan.
- 2/ Reportage de nos visites à divers artisans.
- 3/ Importance et avenir de l'artisanat.

1.- Comment on devient artisan.

Comme autrefois dans les corporations, l'accès à la profession est contrôlé par les artisans eux-mêmes. Quatre lois, entre 1915 et 1938, ont précisé de quelle façon. La loi de 1938 créa un véritable apprentissage artisanal et en confie la charge à la Chambre des Métiers. Cet apprentissage en effet doit être complet. D'une part, l'artisan est un manuel qui doit être très habile dans sa spécialité et posséder toutes les connaissances pratiques nécessaires à l'exercice de son métier, d'autre part il est chef d'entreprise et doit posséder une bonne culture générale de façon à pouvoir diriger son entreprise. L'apprenti recevra donc une double formation : pratique chez son patron, théorique et générale à la Chambre des Métiers.

Pour entrer chez un patron, un apprenti doit s'adresser à cette Chambre, qui approuve et enregistre le contrat entre le patron et l'apprenti. Ce contrat est en général de 3 ans. Il précise la nature du travail, sa durée, le salaire qui sera versé à l'apprenti, il prévoit aussi la possibilité de l'interruption de l'apprentissage. Pendant trois ans donc l'apprenti participera à la vie et au travail d'un atelier artisanal, il apprendra son métier et se familiarisera avec la clientèle, ses besoins et ses exigences. Le patron doit s'assurer que l'apprenti suit les cours théoriques et généraux donnés par la Chambre des Métiers. Un inspecteur de la Chambre des Métiers contrôle l'apprentissage en atelier, s'assure que les patrons respectent la loi et qu'ils n'emploient pas les jeunes gens qui leur sont confiés à des travaux inutiles ou sans intérêt. En fin d'apprentissage, la Chambre des Métiers organise des

examens, devant un jury formé d'artisans et de professeurs de l'Enseignement technique. On délivre le certificat de compagnon aux jeunes gens qui ont fait la preuve de leurs connaissances pratiques et théoriques.

Enfin, la Chambre des Métiers délivre un certificat à tout artisan désirant s'établir, car l'artisan doit pouvoir justifier de ses capacités professionnelles.

Pour compléter encore la notion d'artisanat, il faut ajouter que les textes de lois précisent encore les points suivants :

- l'artisan doit prendre part personnellement au travail, et assurer lui-même la direction de son entreprise.
- Il peut employer son conjoint (sa femme, ou son mari) et d'autres parents (son père, sa mère, ses enfants, ses frères), mais le nombre des compagnons est limité à cinq. Les apprentis ne sont pas compris dans ce nombre.
- Il peut exercer un métier annexe, notamment posséder une entreprise commerciale.

2.- Nous avons pu vérifier ces différents points au cours de nos visites.

Voici les artisans qui nous ont reçus :

- deux boulangers
- un charcutier
- deux tailleurs
- deux couturières
- deux coiffeurs
- un feronnier d'art.

Nous avons pu visiter les boulangeries en détail. Le pétrissage de la pâte dure une demi-heure, dans un pétrin mécanique. Les fours sont remplis six fois par jour, on y fait cuire environ 3000 pains par jour. Il y a une grande variété de pains, baguette, ficelle, couronne, pain-toast, pain de seigle, pain pour les diabétiques, pain sans sel pour les cardiaques, auxquels s'ajoutent les petits pains, les brioches et les croissants.

Cependant, la consommation de pain par personne a considérablement diminué depuis que les médecins le déconseillent dans plusieurs régimes. Aussi les boulangers ont-ils transformé leur commerce depuis quelques années. Presque toujours, ils fabriquent des gâteaux, souvent ils vendent des glaces, des bonbons, parfois font des plats cuisinés pour les fêtes ou les soirées. Les boulangers nous ont dit qu'ils gagnaient bien leur vie, mais que les journées étaient longues et les vacances rares.

Nous avons vu et interrogé des apprentis boulangers. Certains commencent le travail à minuit, pour le terminer vers midi. A cause du travail de nuit, les apprentis sont logés et nourris par le patron. Cette clause est mentionnée dans le contrat. Nous avons été frappés par la vie dure qu'ont ces jeunes de 15 ou 16 ans et d'autre part par les responsabilités que le patron leur donne très tôt.

Nous avons ensuite rendu visite à un charcutier. Il achète les porcs à l'abattoir, et vend de la viande de porc, mais aussi toutes sortes de produits : saucisses, saucisson, paté qu'il fabrique. Comme le boulanger, le charcutier a étendu son commerce : il fabrique des plats, tels que salades de légumes cuits ou crus, et plats cuisinés. Ces plats sont achetés surtout par des femmes qui travaillent. La clientèle est fournie surtout par les Facultés et les Lycées qui sont proches. Aussi le rythme de travail suit l'année scolaire. En comparant ce magasin avec les magasins américains, nous avons remarqué que presque tous les produits étaient pesés, ce qui représente une perte de temps pour le charcutier, mais il semble que les clients préfèrent cette manière d'acheter.

Nos visites chez les tailleurs nous ont beaucoup intéressés. Comme dans les autres métiers, l'apprentissage est de trois ans, mais il faut ensuite étudier la coupe pendant au moins une année, et pour devenir un maître-tailleur, il faut huit à dix ans d'expérience. C'est le patron qui prend les mesures, fait les essayages. Chaque ouvrier est spécialisé. Il faut entre 35 et 40 heures pour faire un veston. Le prix d'un costume d'après la classe de la maison peut varier de 500 à 800 Fr. La clientèle est fidèle, souvent même d'une génération à l'autre.

La couturière non plus n'a pas besoin de faire de la publicité. Ses clientes s'en chargent. Ni les tailleurs, ni les couturières ne se plaignent de manquer de travail.

Il en est de même pour les coiffeurs.

Tout différents sont les problèmes du feronnier d'art à qui nous avons rendu visite. Il se plaint d'avoir peu de commandes. Le prix de revient est très élevé à cause de la main d'oeuvre. Il a insisté sur la difficulté de trouver des apprentis doués. Un feronnier, nous a-t-il dit, gagne difficilement sa vie.

3.- Si nous comparons les divers métiers que nous avons examinés, nous voyons que certains sont en régression, et d'autres en plein essor. Il est bien certain que le métier de feronnier est destiné à être de moins en moins pratiqué.

Les tailleurs et les couturières, avons-nous dit, ne manquent pas de travail, mais la raison est que leur nombre diminue. En effet, la confection industrielle permet à l'acheteur, homme ou femme, de se procurer des vêtements à des prix beaucoup plus bas. De plus, le travail est saisonnier. Il n'est pas douteux que pendant longtemps encore, il y aura des tailleurs et des couturières parce que les Français et les Françaises aiment être habillés sur mesure, mais leurs produits tendront à devenir des produits de luxe, réservés à des gens pour qui le facteur temps et le facteur argent comptent peu.

Les coiffeurs augmentent en nombre, car l'habitude se répand chez les Françaises d'aller se faire coiffer; les magazines féminins sont pour beaucoup dans cette évolution. Il y a à Rennes 200 salons de coiffure. Jusqu'à présent, c'est comme apprentie dans un de ces salons qu'une future coiffeuse apprend son métier. Il arrive souvent que l'apprentie gaspille une grande partie de son temps, car on l'utilise trop fréquemment pour des courses ou des petits services qui ne lui apprennent rien. Aussi a-t-on prévu la création d'une école de coiffure, où la jeune fille ou le jeune homme pourront apprendre leur métier en 2 ans.

Enfin les métiers de l'alimentation représentent un secteur en pleine prospérité. L'amélioration du niveau de vie, dans les villes et aussi dans les campagnes a créé des habitudes nouvelles. On peut affirmer que le goût des Français pour le pain frais et pour le morceau de viande coupé devant eux, prolongera longtemps encore ces deux métiers dans la forme qu'ils ont aujourd'hui. Les tentatives des magasins du type Immo pour vendre de la viande sous cellophane n'ont guère de succès.

Pour certains métiers en régression, comme celui de tailleur ou de couturière, une solution leur permettra de conserver leur métier en diminuant les frais généraux : c'est le groupement en coopérative. Ils continueront ainsi à travailler chez eux, d'une façon régulière, et n'auront pas à connaître la vie d'usine et son travail dépersonnalisé, si différent du travail soigné et de bonne qualité auquel ils sont habitués et qu'ils aiment.

On voit que la transformation de l'artisanat pose à cet égard un problème aussi important sur le plan humain que sur le plan économique.

*
* *

Au cours de cette rapide étude, nous n'avons pu approfondir les problèmes que pose la métamorphose en cours dans le domaine de l'artisanat. Nous n'avons pu en saisir que quelques aspects. Mais nous avons mesuré son importance : quelques chiffres suffiront à la montrer. Dans les quatre départements bretons, l'artisanat fait vivre plus de 220.000 personnes, soit près de 8 % de la population active, soit près de 4,5 % de la population active pour la seule ville de Rennes.

*
* *

OBJET de l'ENQUETE : Le Tourisme

Participants : Mlle Regina Kohut. M. Erwin Peterson.
Mlle Lynette Landry. M. Stuart Whipple.
M. Raymond Lussier. M. Jack Studstill.

Directeur d'Etudes : Mlle Durif.

Juillet-Août à Paris : les rues sont presque vides.... de Parisiens; Rennes "devient mort" l'été; Ouest-France consacre des pages entières aux photos de Vacances. Après les résultats et scandales du Baccalauréat, on ne parle plus dans les journaux que de festivals, de folklore, et de bains de mer; les boutiques portent le panneau "fermeture annuelle".

Où sont donc les Français ? A cultiver leur jardin ? Non, ils sont partis en Vacances.

Les mots Vacances, congés payés sont donc pour les écoliers comme les ouvriers, synonymes de départ, d'évasion de la vie quotidienne, tandis que le mot Touriste est surtout utilisé par ceux qui ne partent pas, pour désigner assez indifféremment les itinérants qui ne font que passer en autocar ou en automobile, et les estivants qui séjournent quelques semaines dans un même lieu, soit à l'hôtel, en pension de famille ou en villa, soit en colonie ou en camp de vacances.

Nous avons consacré une très large place dans notre travail d'enquête à l'observation personnelle des multiples attraits touristiques de la Bretagne. Nous avons chaque semaine confronté nos points de vue et nos impressions lors des réunions de groupe, aussi chaque aspect étudié dans ce rapport est-il le résultat d'un travail collectif tout en ayant été rédigé par un seul membre du groupe.

Nous avons également cherché à étudier l'aspect social et matériel du tourisme en prenant comme exemple les organismes et les magasins de Rennes. Ainsi l'organisation sociale du Tourisme a été envisagée sous la forme de villages de vacances, de maisons familiales de vacances, de camps et colonies de vacances pour les Adultes, les Adolescents et même les petits enfants, grâce à l'amabilité du Secrétaire général à Rennes de la Fédération française du Tourisme Populaire et grâce au service "Jeunesse au Plein Air" de l'Inspection Académique du département d'Ille-et-Vilaine.

L'organisation matérielle du Tourisme en Bretagne a été étudiée par des visites au Syndicat d'Initiative de Rennes, au Club du Tourisme, à l'Office des Voyages ainsi qu'à deux magasins de camping qui ont accepté de nous parler de l'équipement fourni à leur clientèle.

Grâce à ce travail d'enquête nous avons pu approfondir et souvent modifier nos connaissances sur le Tourisme en France et en particulier en Bretagne. Nous avons surtout compris l'importance capitale des vacances dans toutes les classes de la société française.

La Bretagne reçoit quelques 800.000 Touristes chaque année et le Comité d'expansion régionale cherche à attirer de nouvelles industries en Bretagne en lançant ce slogan : "Venez vous installer au pays des Vacances".

Quels sont donc les attraits touristiques de la Bretagne ?

Nous avons observé les paysages et les monuments, la vie spirituelle et artistique comme les manifestations folkloriques et culturelles. Nous avons également regardé l'équipement hôtelier et balnéaire de la région, mais nous avons aussi interrogé les gens du "pays" comme les vacanciers pendant nos week-ends, soit au hasard de promenades individuelles, soit lors d'excursions organisées par l'Institut, d'abord sur la Côte d'Emeraude, puis dans les départements les plus touristiques de la Bretagne : le Morbihan et le Finistère.

La Bretagne attire d'abord par les multiples beautés de la Nature : la mer avec ses aspects changeants entourant la péninsule bretonne sur trois côtés, mais aussi l'intérieur offrant le charme sauvage de ses landes et de ses bois.

Au Nord de la Bretagne, c'est la côte d'Emeraude, aux eaux limpides d'un beau bleu-vert avec deux élégantes stations balnéaires : Saint-Malo et Dinard. De grandes plages de sable fin sont interrompues çà et là par des masses rocheuses qui invitent à l'exploration et à la cueillette des fruits de mer. Ceux qui ne veulent pas braver les vagues et affronter la fraîcheur de la Manche, ont à leur disposition une piscine construite par la Municipalité. Ceux qui n'aiment pas nager peuvent faire de petites excursions en bateau aux îles ou le long de la côte. Tous peuvent profiter de l'air vivifiant qui fouette les promeneurs sur les remparts. Heureusement, le touriste, nageur ou flaneur peut goûter les charmes de la mer sans trop de distractions criardes, sans trop d'affiches de publicité et de stands de souvenirs.

Au Sud de la Bretagne, la Baule présente un aspect moins rude, plus doux et souriant avec son immense arc de sable fin doublé d'une promenade et d'hôtels luxueux de classe internationale.

Enfin ceux qui préfèrent la côte sauvage et la mer déchaînée peuvent aller à l'extrémité Ouest du Finistère, en traversant des landes rocailleuses qui s'avancent en pointe vers l'océan comme un ultime défi de la terre. Le touriste ne vient pas ici pour se baigner ou se reposer mollement mais pour participer à cette lutte grandiose des éléments et pour rêver peut-être hors du temps des villes et des hommes.

Qu'il se dirige vers le Nord, le Sud ou l'Ouest, le touriste doit traverser une campagne au champs minuscules entourés de haies, parsemés de pommiers et où se blottissent de petites fermes trapues et sombres. Il traversera de belles forêts au tapis de fougère, ou suivra le cours de rivières qui s'épanouissent au voisinage de la mer, en profondes "Rics". La saison touristique est fortement sous la dépendance du climat, aussi ne dure-t-elle que trois mois environ de Juin à Septembre. Quand le soleil brille, le temps est vraiment beau avec toujours une légère brise marine, mais les nuits sont très fraîches et avec le brouillard matinal, joint à un occasionnel "crachin", il fait bon apporter un chandail à col montant et manches longues, si ce n'est même un manteau et un imperméable.

La côte Sud est cependant plus favorable aux bains de mer et les lézards des plages peuvent porter le Bikini qui annonce déjà la Côte d'Azur.

Cependant, quand le ciel est gris en Bretagne, le touriste peut trouver sur place de nombreux divertissements, soit au Casino, soit dans les salles de spectacle ou de bowling. La Municipalité de St-Malo par exemple a tout prévu pour retenir et attirer les touristes, grâce à son festival d'art dramatique, ses concours et jeux de plage, ses fêtes folkloriques.

En effet, la Bretagne a d'autres attraits touristiques à offrir en dehors des dons variés de sa nature. La richesse de ses traditions, son originalité principale ont permis depuis quelques années une grande renaissance du Folklore.

A Rennes même, dans le jardin du Thabor, des danses au son du biniou et de la bombarde ont lieu en juillet tous les jeudis soir, mais toutes les petites villes veulent aussi avoir leur fête folklorique : Fête des filets bleus à Concarneau, des Ajoncs d'Or à Pont-Aven, avec surtout "les Fêtes Folkloriques de Cornouailles" à Quimper que nous avons pu admirer. Pendant quatre jours de la musique, des danses bretonnes animent cette capitale de la Basse-Bretagne et le dernier jour un grand défilé de tous les groupes bretons ayant participé aux spectacles des jours précédents ainsi que des groupes étrangers invités, forme une longue guirlande de couleurs, de rubans, de broderies et de dentelle dans les rues de la ville.

Ce qui frappe c'est la ferveur, la fierté mais aussi la jeunesse de ces hommes et de ces femmes en coiffe et chapeau rond, marchant avec aisance et grâce dans leurs somptueux costumes, au son du biniou, de la bombarde, mais aussi du tambour et de la vielle.

Il semble que cette renaissance du folklore n'ait pas uniquement pour but d'attirer les touristes, mais de permettre aux Bretons d'exprimer leur attachement aux traditions, aux valeurs de leur Province.

Une des manifestations, à la fois folklorique et religieuse qui attire aussi les touristes, c'est le Pardon : Pardon de Sainte-Anne à Auray, Pardon de St-Christophe à St-Servan par exemple. Le sacré et le profane se mêlent dans ces fêtes en l'honneur d'un saint breton et il faut remarquer cette même union dans les calvaires que nous avons pu voir. Saint-Thégonnec et Guimiliau ont, au centre de l'enclos paroissial, un christ en croix, presque masqué par la représentation imagée des épisodes de la Passion.

Les personnages de pierre qui animent ces monuments sont très intéressants par la naïveté de leur expression et le réalisme de leurs attitudes.

Le mysticisme des bretons se traduit aussi, pour le touriste qui passe, par une croix le long du chemin, par une fontaine sacrée ou un clocher dentelé à l'horizon.

Les alignements de Carnac constitués de centaines de pierres dressées selon une orientation précise, traduisent encore les vestiges d'un culte solaire pratiqué au temps où les Egyptiens élevaient leurs pyramides. A ce gigantesque effort des hommes pour construire ces temples mégalithiques, semble répondre à l'autre extrémité de la Bretagne, le prodigieux travail de construction de l'Abbaye du Mont Saint-Michel, au Moyen-Age.

A distance, le Mont St-Michel présente au touriste comme au pèlerin, sa masse conique et sombre. Il déçoit quelque peu quand on constate qu'il n'est plus une île depuis la construction d'une digue qui a accéléré l'envasement naturel de la baie. Une unique porte fortifiée percée dans la muraille permet d'accéder à l'Abbaye mais avant d'arriver au sommet, il faut résister aux sollicitations tentatrices ou importunes des petites boutiques de souvenirs qui jalonnent la rue étroite et escarpée du Mont.

Le grand réfectoire et ses larges cheminées, le treuil et la roue de bois servant à monter la nourriture des moines et les matériaux de construction de l'Abbaye, mais surtout le cloître (la merveille gothique) et ses fines colonnettes, laissent une impression de grandeur et de paix en dépit des touristes qui se pressent en bas sur les remparts et dans les hôtels de la petite ville.

La Bretagne attire ainsi par ses monuments religieux mais aussi par ses constructions militaires et civiles qui forment encore la France visible d'une riche histoire provinciale. Saint-Malo, la Cité Corsaire avec ses fortifications et son château de la Duchesse Anne, comme Dinan petite ville aux maisons médiévales bien conservées, attirent les touristes en quête d'histoire. A Saint-Malo, le tombeau de Chateaubriand sur le grand Bé, face à la mer, îlot inaccessible à pied pendant la moitié de la journée, stimule l'imagination romantique, tandis que le héros médiéval de Dinan, le chevalier Du Guesclin enflamme l'esprit chevaleresque des visiteurs.

Le touriste peut donc en Bretagne s'abandonner aux charmes de la nature, faire un pèlerinage religieux, ou littéraire, mais il peut aussi s'adonner aux joies de la table, grâce aux spécialités culinaires bretonnes. Les fruits de mer abondent ici : huîtres de Cancale, coques et palourdes, bigorneaux, homards et langoustines. L'agneau de Pré salé et l'Omelette de la Mère Poulard sont les spécialités mondialement connues du Mont Saint-Michel, tandis que le Finistère offre ses crêpes dentelles et ses galettes de blé noir avec la traditionnelle bolée de cidre.

Les touristes peuvent également faire d'agréables pique-niques comme nous l'avons fait en excursion, mais ils ne doivent pas chercher d'endroits spécialement aménagés à cet effet avec tables, foyers-grills et poubelles comme on ^{en}trouve souvent aux U.S.A. Nous avons d'ailleurs constaté que les français sont si préoccupés par la qualité de leur repas, qu'ils en oublient souvent les fourchettes et les serviettes. Même en pique-nique nous avons eu des plats cuisinés, raffinés, comme des oeufs en gelée, du riz aux champignons, de petites pizzas et du jambon roulé, mais un autre groupe a eu un pique-nique à sandwich très comparable à ceux des Etats-Unis, avec une seule différence : le vin. Nos observations gastronomiques dans les Restaurants et en pique-nique nous ont déjà introduit dans l'étude des aspects matériels du Tourisme en Bretagne. Nous les compléterons par des observations pratiques sur les hôtels et le camping.

Ce qui frappe d'abord, c'est que l'hôtel français n'est ni plus ni moins ^{qu'}un lit. Le voyageur qui s'attend à quelque confort au delà de ce minimum sera déçu. De l'extérieur, l'hôtel paraît souvent assez vieux, assez peu important et même un peu négligé. Ces faits s'expliquent sans doute en grande partie par la brièveté de la saison touristique. Le Patron doit se limiter aux réparations absolument nécessaires. A l'intérieur, il semble que le principe d'économie règle la question du mobilier et de l'équipement. Par contre, on est bien accueilli et on sent immédiatement que cet accueil n'est pas affecté, mais sincère. Les hôtels sont propres et les repas, à quelques exceptions près, de très bonne qualité. Il y a cependant de grandes différences entre les différentes catégories d'hôtels selon le nombre d'étoiles décernées par le Guide Michelin. Selon M. Dumas, Secrétaire d'Etat au Tourisme

le Gouvernement n'est pas indifférent à ce problème d'équipement hôtelier. Il a parlé d'un dégrèvement d'impôts pour faciliter la modernisation des hôtels et promis de faire un gros effort pour l'étalement des vacances scolaires, en particulier dès l'année prochaine. Il n'y a aucun doute, cependant qu'il faudra encore longtemps avant que le touriste étranger ne se sente à l'aise dans les hôtels français.

Pour cette raison et par économie, certains préfèrent le caravanning et surtout le camping beaucoup plus populaire. Le nombre des campeurs augmente chaque année et ce sont les jeunes ménages avec enfants qui en sont les plus fervents adeptes. Le coût de l'équipement de base pour une famille de 4 personnes est d'environ 1.200 Francs dans les deux magasins que nous avons visités. La qualité du matériel semble analogue à celle des U.S.A., mais nous avons été frappés par l'extrême variété des coloris, la richesse des dessins et l'habileté des combinaisons possibles pour différentes utilisations du matériel en plein air et même à la maison. Il y a en France environ 7 millions de campeurs qui doivent posséder une carte donnant accès aux terrains de camping et couvrant, par une assurance, les risques d'accident et d'incendie. Ces cartes de camping sont délivrées par des associations comme la Fédération française du Tourisme Populaire et le Club du Tourisme à Remes. Une cotisation annuelle de 8 Francs couvre ainsi les frais d'adhésion et d'assurance pour chaque campeur.

Le Camping, apparu en France après la guerre, a eu un recrutement surtout populaire. Aussi le grand problème qui se pose actuellement aux associations de Camping est d'aménager des terrains ayant un minimum de confort (douches-toilettes) sans avoir à demander un tarif trop élevé aux adhérents. De plus en plus le tourisme populaire est pris en main par des organismes publics ou privés qui ont un but essentiellement social.

La Haute Commission de la Jeunesse et des Sports, ainsi que le ministère de l'Education Nationale, s'occupent plus particulièrement des colonies de vacances pour les petits enfants et les Adolescents grâce au Service "Jeunesse au Plein Air", tandis que la Fédération française du Tourisme populaire s'intéresse surtout aux adultes et aux familles.

"La Jeunesse au Plein Air" organise des colonies de vacances à la campagne, à la montagne et surtout à la mer pour les enfants de 4 à 14 ans

environ. Il s'agit surtout d'enfants venant d'écoles publiques et de milieux modestes. A peu près un enfant sur trois revient une deuxième ou troisième année en colonie. Nous avons été surpris d'apprendre qu'il y a des colonies pour les petits de 4 à 6 ans, mais ce fait, parmi beaucoup d'autres, peut illustrer la différence fondamentale qui existe entre les camps d'été américains et les colonies de vacances françaises. En France, le but majeur des colonies est d'éviter aux enfants de traîner dans les rues quand les parents travaillent. Les colonies prolongent donc l'école et sont d'abord une garderie d'enfants. Ces colonies ne sont pas chères grâce aux subventions accordées par les Allocations familiales en particulier, car beaucoup d'enfants viennent de familles dont la mère est veuve, célibataire ou divorcée.

Ces colonies dirigées par des moniteurs qui sont souvent des instituteurs, sont surveillées par des inspecteurs du Gouvernement. Nous pensons qu'il manque peut-être à ces colonies un idéal, pouvant donner à l'enfant des thèmes inspirants et un enrichissement spirituel.

La Fédération française du Tourisme Populaire a créé pour les familles aux revenus modestes de préférence, des maisons familiales et des villages de vacances ayant pour but d'offrir des maisons d'accueil individuelles très bon marché et des installations culturelles communautaires comprenant cinéma, bibliothèque et discothèque. De nouvelles expériences en cours ont aussi pour but de réveiller la vie économique de villages presque abandonnés, en favorisant l'aménagement par la commune de gîtes ruraux. Un des problèmes de cet organisme est la concentration des vacances familiales sur trois mois d'été, aussi prévoit-il d'inviter des personnes âgées à bénéficier de ces logements le reste de l'année. Des séjours de neige (en montagne), et d'iode (au bord de la mer) sont également en cours de développement.

Ce tourisme populaire et social prend une très grande extension en France et en particulier en Bretagne, aussi avons-nous été très intéressés par l'enthousiasme des militants sociaux qui consacrent leur temps à organiser et encadrer ces camps et villages de vacances.

Notre étude sur le Tourisme nous a donc rendus conscients des multiples attraits touristiques de la Bretagne et de ses possibilités matérielles, mais elle nous a aussi permis d'observer l'effort d'organisation sociale des organismes publics et privés pour permettre aux familles à reve-

nus modestes de partir en vacances. Cet effort social dans le domaine du tourisme populaire a certainement constitué pour nous une découverte importante et a contribué à éclairer ce phénomène national des vacances, thème majeur dans la vie des Français.

Rennes enfin, capitale de la Bretagne, et notre lieu de séjour en France, est bien la plaque tournante du Tourisme dans la région de l'Ouest grâce à ses routes nationales, sa gare et son aéroport.

La ville est bien équipée sur le plan hôtelier pour recevoir ses hôtes de passage et ceux-ci y restent en général une nuit ou deux.

Ils peuvent y admirer les principaux monuments de la ville illuminés le soir : le Palais de Justice ancien Parlement de Bretagne et le Palais St-Georges ancien couvent des religieuses bénédictines, qui possèdent tous deux la sobriété architecturale du XVII^{ème} siècle, tandis que l'Hôtel de Ville de Gabriel, premier architecte de Louis XV a l'élégante harmonie des lignes du XVIII^{ème} siècle. Ils peuvent flâner dans le vieux quartier moyenâgeux autour de la cathédrale et admirer, au Musée des Beaux-Arts, le Nouveau-Né chef-d'œuvre de Georges de la Tour. Ils ne manqueront pas d'aller au Jardin du Thabor, ancien jardin des bénédictins de St-Melaine dont les massifs ornementaux et la roseraie ont acquis une réputation nationale. Ils pourront enfin trouver près du Syndicat d'Initiative de Rennes, un service de renseignements compétent et bénévole, qui les aidera à préparer un agréable voyage en Bretagne.

Rennes, plaque tournante et centre régional de l'organisation du Tourisme en Bretagne, nous permet donc de conclure cette étude avec beaucoup d'optimisme. Le dynamisme des organismes publics et privés dans le domaine du tourisme social en particulier nous semble finalement ouvrir des perspectives nouvelles et des possibilités d'avenir nombreuses pour cette belle province française.